

Elle comporte plusieurs nouvelles dispositions et consacre le caractère social de l'Etat

La loi de finances 2026 signée par le président de la République

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, hier, la loi de finances pour l'année 2026. La cérémonie de signature a eu lieu au siège de la présidence de la République, en présence des membres du gouvernement et de hauts responsables de l'Etat.

Lire page 3



Photo : D.R. ©

Hommage aux manifestations du 11 décembre

Boughali salue l'unité et la résilience du peuple algérien

Lors d'une réunion du bureau de l'Assemblée populaire nationale, tenue, hier, le président de l'APN, Brahim Boughali, a affirmé que la commémoration des manifestations historiques du 11 décembre constitue un moment fort qui a ancré l'attachement du peuple algérien à sa terre et consolidé les fondements de l'unité nationale face au colonisateur oppresseur.

Lire page 4



Suivi des grands chantiers nationaux

Djellaoui renforce le contrôle des projets portuaires et ferroviaires miniers

Lire page 6

Technologies propres et nanosciences

Krikou et Baddari renforcent le partenariat pour l'innovation durable

Lire page 6

Malika Bendouda en visite à la capitale de l'Est

La ministre annonce une opération d'investissement pour restaurer la vieille ville de Constantine

Lire page 10

Algérie - République du Burundi

L'expérience de l'Algérie en matière d'autonomisation des jeunes présentée

Lire page 4

L'Echo Sportif

CAN-2025 - Algérie

Petkovic : «Franchir le premier tour et aller le plus loin possible est notre objectif»

Lire page 14

Projet du Code de la route

Lire page 16

Vers un durcissement ciblé des sanctions

Gestion des risques climatiques

Lire page 6

850 sites à très haut risque et une pression croissante sur les réseaux d'assainissement

Contribution

L'Afrique, continent à fortes potentialités doit améliorer son indice du développement humain et maîtriser l'intelligence artificielle

Lire page 5

Par Pr Abderrahmane Mebtoul

Oran

Saisie de plus de 18 kg de cocaïne et de plus de 3 kg de kif traité

Les services des Douanes à Oran, en coordination avec des éléments de l'Armée nationale populaire, ont procédé, lors d'une opération qualitative, à la saisie de plus de 18 kg de cocaïne et de plus de 3 kg de kif traité, ainsi qu'à l'arrestation de cinq individus, a-t-on appris, hier auprès des mêmes services. L'opération a permis la saisie de 18,074 kg de cocaïne et de 3,380 kg de kif traité, l'arrestation de cinq individus à Oran, la saisie d'une somme d'argent s'élevant à 2.228.000 dinars algériens, ainsi que quatre voitures et une motocyclette. Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Fellaoucene. L'opération reflète «le niveau de coordination et la mobilisation permanente des différents corps de l'Etat dans la lutte contre le trafic de drogues, en vue de préserver la sécurité du pays et la protection des citoyens».



Annaba

Démantèlement d'un réseau criminel et saisie de plus de 68 kg de kif traité

Les services de sûreté de la wilaya d'Annaba ont démantelé, la semaine dernière, un réseau criminel organisé activant dans le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, et saisi plus de 68 kg de kif traité. «Lors d'une opération menée la semaine dernière, les services de la Police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Annaba ont démantelé un réseau criminel organisé activant dans le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, saisi plus de 68 kg et 800 gr de kif traité et arrêté cinq individus membres de ce réseau». Les investigations de terrain menées par les enquêteurs du Service central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants (SCLTIS), en collaboration avec les éléments de la 6^e sûreté urbaine de la sûreté de la wilaya d'Annaba, ont abouti à «la saisie de cette quantité de stupéfiants, entreposée et dissimulée dans une résidence située dans un quartier à l'ouest de la wilaya». Cette opération, réalisée sous la supervision du parquet compétent, s'est également soldée par la saisie de «210 comprimés psychotropes, d'un montant en espèces estimé à 224 millions de centimes provenant du trafic, ainsi que de quatre véhicules de différents types utilisés pour le transport et le trafic des stupéfiants et substances psychotropes». Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Annaba.

Sétif

Saisie de plus de 9 quintaux de produits forestiers de source inconnue

Les services de la sûreté de daïra d'El Eulma (Est de Sétif) ont saisi 9,15 quintaux de produits forestiers (charbon) de source inconnue destinés à la vente sans autorisation. L'opération a été effectuée au cours de patrouille de contrôle au centre-ville après l'interception de deux véhicules dont la fouille a montré que le premier, un camion, était chargé de 2,4 quintaux de charbon de bois et le second, un véhicule utilitaire, transportant 6,75 quintaux du même produit destinés la vente sans autorisation. Le document a ajouté que la coordination avec les services du commerce et la Conservation des forêts a révélé que la quantité saisie estimée à 9,15 quintaux était de source inconnue et sans

label donnant lieu à saisie par les services compétents. Au terme des procédures d'enquête, deux dossiers pénaux ont été établis à l'encontre des deux contrevenants et adressés aux instances judiciaires.

Opération de sauvetage dans la wilaya

Trois personnes ont été secourues samedi soir, aux environs de 22h30, après s'être retrouvées bloquées sur un versant montagneux du mont Babor, dans la wilaya de Sétif. Les victimes, en état d'épuisement avancé, ont reçu les premiers soins sur place avant d'être

mises en sécurité. Pour rappel, les services de la Protection civile étaient intervenus dès 19h43 au niveau du mont Babor, relevant de la commune et de la daïra de Babor, suite au signalement de la situation. Pour mener à bien cette opération de sauvetage en terrain difficile, une importante mobilisation a été engagée, comprenant une équipe spécialisée dans la recherche et l'intervention en zones escarpées, une ambulance ainsi qu'un camion de secours. La Protection civile algérienne réaffirme, à travers ce type d'interventions, son engagement permanent à assurer la sécurité des citoyens, y compris dans les zones les plus difficiles d'accès.

Oum El Bouaghi

Un individu arrêté en possession de 62 faux billets de 2.000 dinars dans la commune de Fkirina

Les éléments de la brigade de Police judiciaire de la sûreté de daïra de Fkirina (Oum El Bouaghi) ont saisi 62 billets de 2.000 dinars contrefaits. Les policiers ont diligencé une enquête qui a abouti à l'arrestation d'un suspect après qu'un éleveur de bétail a signalé qu'un individu s'activait à mettre en circulation des billets de banque contrefaits au marché hebdomadaire à bestiaux de la

commune de Fkirina. L'individu se trouvait, au moment de son interpellation, en possession de 62 billets de 2.000 dinars portant tous le même numéro de série, et dont il a été confirmé qu'ils étaient faux comme le déterminera une expertise technique effectuée par les services compétents. Le suspect, âgé de 25 ans, a été conduit au siège de la sûreté de daïra où un dossier pénal a été

ouvert à son encontre pour «contribution intentionnelle, par tous moyens, à la mise en circulation de billets de banque contrefaits, ayant la valeur de 2.000 dinars par unité sur le territoire national», ajoute encore le communiqué de la sûreté de wilaya, concluant que l'individu arrêté a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal d'Aïn Beïda.

Boumerdès

Décès d'une personne après l'explosion de la citerne d'un camion

Une personne a perdu la vie, ce dimanche, après l'explosion de la citerne d'un camion d'aspiration des eaux usées, à Ouled Moussa, dans la wilaya de Boumerdès, indique un communiqué de la Protection civile. La victime est décédée sur place, ajoute la même source, à la suite de l'explosion de la citerne du camion d'aspiration des eaux usées à haute pression, lors d'une opération de soudage.



Renversement d'un camion d'intervention

Bourelaf au chevet des 4 agents de la Protection civile blessés

Le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, accompagné du directeur adjoint des opérations ainsi que du directeur de la Protection civile de la wilaya d'Alger, se rend au chevet des 4 agents de la Protection civile blessés, samedi en fin de journée, à la suite du renversement d'un camion d'intervention alors qu'ils étaient en mission dans la capitale, lit-on dans la page officielle de la Protection civile sur

les réseaux sociaux. Les agents blessés ont été évacués vers le Centre hospitalo-universitaire Mustapha-Pacha, où ils ont été admis afin de recevoir les soins nécessaires. Le responsable a tenu à s'enquérir personnellement de leur état de santé et à leur témoigner son soutien, saluant au passage l'engagement et le sens du devoir des éléments de la Protection civile dans l'accomplissement de leurs missions au service des citoyens.



Quotidien National d'Information

Edité par la Sarl Echo Medias Algérie

Fondateur
Tewfiq Meraou

Directeur de la Publication
Ahsene Saaïd

Directrice de la Rédaction
D' Lila Meraou

Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi

Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger

Rédaction : Coopérative SIKH - Les Sources - Bir Mourad Raïs - Alger

Administration et Publicité

Tél-Fax : 023 54 80 82

Tél-Fax : 023 54 80 81



Compte N° : 00500111400213631013

Diffusion
Ouest-Centre-Est

Zigzag
Express

Impression
SIA

«POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A :

L'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.

Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.



WWW.lechodalgerie.dz



E-mail : echodalgerie@gmail.com



L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information



@echodalgerie_dz

Lundi 15 décembre 2025

Elle comporte plusieurs nouvelles dispositions et consacre le caractère social de l'Etat

La loi de finances 2026 signée par le président de la République

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, hier, la loi de finances pour l'année 2026. La cérémonie de signature a eu lieu au siège de la présidence de la République, en présence des membres du gouvernement et de hauts responsables de l'Etat.



La loi de finances 2026 propose une série de mesures visant à soutenir l'investissement et à dynamiser l'activité économique, notamment par la simplification des procédures fiscales, l'encouragement des start-ups, et le soutien aux exportateurs. Elle prévoit, notamment de porter à deux ans, au lieu d'un an, la durée d'exonération fiscale accordée aux start-ups lors du renouvellement de leur label, et de reconduire les avantages fiscaux accordés aux incubateurs d'entreprises lors de chaque renouvellement de leur label. Cette mesure vise à introduire des modifications profondes dans le régime fiscal applicable aux organismes d'accompagnement détenteurs du label «incubateur». L'exonération d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés est ainsi renouvelable à chaque renouvellement du label. Elle répond à deux enjeux majeurs de l'écosystème entrepreneurial : garantir la pérennité des organismes d'accompagnement et assurer la qualité de leurs services. Par ailleurs, afin d'encourager les entreprises et les exportateurs à participer à des événements économiques internationaux spécialisés, la loi propose une prise en charge intégrale, et non partielle (entre 50 et 80%) de leurs frais de participation par le biais du Fonds spécial de promotion des exportations. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du renforcement des dispositifs d'incitation et de soutien offerts par l'Etat aux exportateurs, en vue de promouvoir les produits algériens et augmenter le volume des exportations hors hydrocarbures. Elle comprend également des dispositions douanières relatives à la micro-importation, permettant aux personnes exerçant cette activité de bénéficier de statut de l'auto-entrepreneur. Ainsi, les importations réalisées dans ce cadre sont soumises à un taux de droit de douane réduit de 5% et sont exonérées de TVA, de droits de douane et autres taxes et redevances applicables à l'importation.

De plus, le dédouanement est effectué au moyen d'une déclaration simplifiée auprès des douanes. Les contribuables exerçant une activité de micro-importation sont soumis à un taux d'imposition forfaitaire unique de 0,5 % par transaction d'importation. Ce taux est calculé sur la valeur en douane, majorée des droits de douane et d'une marge forfaitaire de 30%. Le texte prévoit aussi des incitations pour les entreprises souhaitant investir dans le développement de l'hydrogène vert, les projets de boisement et de reboisement, ainsi que les projets de production et de valorisation des énergies renouvelables. Ces dépenses sont déductibles du bénéfice imposable, à condition que le montant total de cette déduction n'excède pas 5%. Par cette mesure, l'Etat vise plusieurs objectifs, notamment l'accélération de la transition énergétique, la création de richesse et d'emplois durables, ainsi que l'augmentation des exportations d'énergie propre. La loi prévoit également un allègement fiscal sur les intrants destinés à la fabrication des panneaux solaires photovoltaïques, en soumettant les opérations d'importation des matériaux utilisés dans cette activité au taux réduit des droits de douane de 5% dans le but de renforcer la structuration du tissu industriel national et de le rendre capable de répondre à la demande locale croissante, tout en soutenant les projets ambitieux que l'Algérie envisage de réaliser dans le domaine des énergies renouvelables. Parmi ces mesures, une exonération des droits de douane, des électrolyseurs destinés à la production d'hydrogène. Dans le but d'encourager les activités de la pêche maritime et de l'aquaculture, la loi propose l'exonération des droits de douane et l'application d'un taux de 9% pour la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les opérations d'importation des matières premières entrant dans la production d'aliments destinés à l'aquaculture. En outre, l'âge autorisé des navires d'occasion de gran-

de pêche pouvant être dédouanés pour mise à la consommation a été portée de cinq à quinze ans. Bénéficieront aussi de l'exonération des droits de douane et de l'application du taux réduit de 9% de TVA les opérations d'importation des matières premières entrant dans la production d'aliments destinés à l'élevage des espèces aquatiques d'élevage. Les produits locaux issus de la fabrication de ces aliments seront soumis au même taux. Pour une simplification des procédures fiscales, les mesures introduites par la loi de finances 2026 prévoient la révision des modalités de remboursement des trop-perçus relatifs à l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) ou à l'impôt sur le revenu global (IRG), ainsi que la suppression du système de contractualisation concernant l'impôt forfaitaire unique (IFU). Enfin, les opérations d'importation de marchandises effectuées dans le cadre du troc frontalier ont été exclues du champ d'application du paiement anticipé de l'IBS dû lors de l'importation de produits destinés à la revente en l'état. A ce titre, le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, avait affirmé que l'économie algérienne enregistrait des indicateurs positifs qui confirment la justesse de l'orientation adoptée par le pays, comme le reflètent les taux de croissance appréciables enregistrés, le maintien des équilibres extérieurs avec recul de l'inflation, soulignant que les efforts se poursuivent en vue d'accélérer la numérisation ainsi que les réformes financières, fiscales et budgétaires. Il avait indiqué que les résultats enregistrés au cours des dernières années témoignent de la transformation que connaît l'économie nationale, laquelle est «réellement» sortie de la logique rentière pour s'orienter vers une véritable diversification des recettes, faisant observer que cette orientation constituait la base sur laquelle repose le budget de l'année prochaine, dans le cadre d'une politique financière visant à renforcer la croissance et à améliorer la gestion des ressources publiques.

Le ministre a, à ce titre, rappelé que les politiques économiques et financières adoptées avaient permis de préserver les équilibres extérieurs, affirmant que l'économie algérienne avance dans «la bonne direction».

En parallèle, les efforts ont été intensifiés au niveau des différentes administrations pour parachever, dans les plus brefs délais, l'opération de numérisation en vue de mettre en place une base de données unifiée facilitant les différentes transactions et contribuant au renforcement du processus de réformes en cours. L'opération de numérisation dans le secteur des finances enregistre un

progrès «satisfaisant», vu que le ministère des Finances dispose désormais d'une base de données comportant les biens des citoyens et des entreprises et que des conventions de coopération ont été signées avec d'autres organismes pour un échange d'informations, ajoute le ministre, faisant savoir que les citoyens pourront, début 2026, accéder à distance aux documents administratifs relatifs à leurs biens, un pas qui constitue, a-t-il dit, «un saut qualitatif» vers une administration numérique moderne. Il sera également procédé, au cours du premier semestre 2026, à la mise en service du livret foncier électronique, qui permettra la mise à jour des données foncières, tout en simplifiant les transactions entre les citoyens et l'administration. Pour ce qui est de l'administration fiscale, un système numérique intégré comprenant l'ensemble des dossiers des commerçants et des opérateurs économiques sera lancé d'ici la fin de l'année en cours, ce qui garantira davantage de transparence et «empêchera toute manipulation des dossiers ou des droits de l'Etat et des citoyens». Concernant la gestion du budget, le ministre a indiqué qu'elle connaîtra, dès le début de l'année prochaine, une transformation radicale, consistant en un recours total aux transactions électroniques, ce qui facilitera le paiement des salaires, la collecte des statistiques et le suivi des opérations financières, la numérisation devant s'étendre, ultérieurement, à la Trésorerie publique. La numérisation des opérations d'exécution budgétaire permettra l'amélioration de la gestion des liquidités, notamment en ce qui concerne les créances des entreprises et les opérations d'investissement. Grâce au système de suivi électronique, le Trésor pourra identifier les entités n'ayant pas utilisé les fonds qui leur ont été alloués, permettant ainsi une meilleure maîtrise des dépenses et une utilisation plus efficiente des dépenses publiques. Evoquant le dossier des subventions aux produits de large consommation, M. Bouzred a souligné que «l'accélération de la numérisation, en vue de la création d'une base de données exhaustive contenant toutes les informations sur les citoyens, permettra l'application d'un système d'aide directe aux citoyens dans le besoin». Le ministère des Finances œuvre également à la révision et à la simplification des procédures relatives aux marchés publics dans le cadre de la nouvelle loi sur les marchés publics, a ajouté le ministre. Selon les statistiques du ministère des Finances, le niveau actuel de la dette intérieure est estimé à près de 18 000 milliards DA, dont 8000 milliards destinés à couvrir le déficit budgétaire et 6000 milliards de dette non conventionnelle pour l'année 2017, et 3500 milliards DA représentant les crédits destinés aux entreprises publiques, notamment Sonelgaz pour financer les projets de production de l'électricité et les stations de dessalement.

T. Benslimane

Hommage aux manifestations du 11 décembre Boughali salue l'unité et la résilience du peuple algérien

Lors d'une réunion du Bureau de l'Assemblée populaire nationale, tenue, hier, le président de l'APN, Brahim Boughali, a affirmé que la commémoration des manifestations historiques du 11 décembre constitue un moment fort qui a ancré l'attachement du peuple algérien à sa terre et consolidé les fondements de l'unité nationale face au colonisateur oppresseur.

Boughali a rappelé que cette date mémorable ravive la mémoire des souffrances endurées par les Algériens sous le joug colonial, marqué par les formes les plus brutales de torture, d'humiliation et de répression, sans distinction entre les enfants du pays. Il a souligné que l'Algérie, façonnée par les épreuves et unifiée par les événements au fil des siècles, a engendré un peuple résilient, aguerri et capable de surmonter les crises, toujours rassemblé face à l'injustice et à l'agression. Le président de l'APN a mis en garde contre les tentatives renouvelées du colonialisme, qui, bien qu'il change de méthodes, conserve le même objectif : s'attaquer à la cohésion nationale à travers des discours trompeurs. Il a affirmé que ces slogans fallacieux ne pourront jamais leurrer les enfants libres de l'Algérie, partout dans le pays. Selon lui, les manœuvres menées dans des «laboratoires» bien identifiés ne feront que renforcer la conviction du peuple que les paris du colonisateur sur les voix discordantes sont voués à l'échec. Ces tentatives, a-t-il ajouté, ne serviront qu'à accroître la détermination des Algériens à poursuivre la voie de l'uni-

té, de la construction et de l'achèvement du développement national, tout en restant fidèles à leurs principes, valeurs et à la dignité humaine. M. Boughali a également dénoncé les desseins visant à diviser ou fragmenter le pays sous des prétextes trompeurs, y voyant une preuve supplémentaire que l'Algérie dérange certaines parties qui peinent à accepter ses avancées et sa capacité à retrouver son rôle civilisationnel et démocratique à travers ses institutions constitutionnelles. Il a salué une volonté populaire consciente, mûre, pleinement engagée dans l'exercice de ses responsabilités et réceptive aux transformations en cours, dans un cadre d'unité nationale nourrie des sacrifices des martyrs et des moudjahidine. Il a rappelé que la Révolution algérienne demeurerait la preuve décisive de l'unité du pays et de son identité, et que le peuple, ayant choisi la liberté par conviction et détermination, a démontré au monde que sa diversité constitue une richesse et l'un des principaux piliers de son unité. Le président de l'APN a souligné que la célébration des manifestations du 11 décembre intervient à un moment où l'Algérie avance avec assurance sur la voie du



développement, grâce à l'engagement de ses enfants à poursuivre les programmes de reconstruction et de modernisation, dont les résultats commencent à se concrétiser dans de multiples secteurs. Il a affirmé que le pays est pleinement conscient des défis et des com-

plots qui le visent, assurant que ces desseins échoueront et se retourneront contre leurs instigateurs, tandis que la conscience du peuple et sa cohésion resteront un rempart solide contre toutes les conspirations.

Nora Mohammedi

Énergie Nomination d'un nouveau SG de l'OAPEC



Le Conseil des ministres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC) a décidé, dimanche au Koweït, de nommer M. Khaled Al-Otaibi, Secrétaire général (SG) de l'Organisation pour un mandat de trois ans, à compter du 1^{er} mars

prochain. Cette décision a été prise lors de la 115^e réunion du Conseil des ministres de l'Organisation, tenue sous la présidence du ministre koweïtien du Pétrole, Tariq Suleiman Al-Roumi, en présence du secrétaire général actuel de l'OAPEC, Jamal Essa Al-Loughani et avec la participation des ministres chargés de l'Energie des Etats membres ou de leurs représentants. Au cours de cette réunion, le Conseil a souligné l'importance de renforcer la coopération entre les Etats membres en appui au projet de développement et de restructuration de l'Organisation. Il a, en outre, salué les progrès accomplis dans le cadre du projet de développement, le soutien apporté par les Etats membres et les efforts déployés par le Secrétariat général pour la mise en œuvre des exigences du projet, en collaboration avec les organismes compétents. Au terme de la réunion, le Conseil a adopté une série de recommandations, parmi lesquelles l'adoption du projet de budget prévisionnel de l'Organisation pour l'année 2026. Après avoir pris connaissance du 54^e rapport annuel portant sur les activités des compagnies arabes issues de l'Organisation, le Conseil a salué les résultats financiers et les expansions réalisées par ces compagnies, soulignant l'importance pour le Secrétariat général de poursuivre l'organisation de réunions de coordination, de renforcer les relations avec les sociétés et de leur apporter le soutien

nécessaire. Après examen des derniers développements liés au projet de développement des activités de l'OAPEC et à sa restructuration, le Conseil des ministres de l'Organisation a salué les progrès accomplis dans le cadre de ce projet, ainsi que le soutien apporté par les Etats membres. A ce titre, le Conseil a chargé le Secrétariat général de poursuivre les efforts et d'achever la mise en œuvre des initiatives stratégiques approuvées dans le cadre du projet de développement, en sus de suivre les Etats membres pour l'achèvement des procédures de ratification des amendements à la Convention, en vue du lancement de la nouvelle identité de l'Organisation sous l'appellation «Organisation arabe de l'Energie».

Lors de la réunion, les lauréats du Prix OAPEC 2024 pour la recherche scientifique dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables ont été annoncés. Le premier Prix a été estimé à 10.000 dinars koweïtiens (près de 32.500 dollars), tandis que le seconde Prix a été estimé à 7000 dinars koweïtiens (près de 22.700 dollars). La Libye devrait assurer la présidence de la prochaine session du Conseil des ministres et du Bureau exécutif de l'Organisation pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2026.

Ali O.

Algérie - République du Burundi L'expérience de l'Algérie en matière d'autonomisation des jeunes présentée

Le ministère de la Jeunesse a présenté l'expérience de l'Algérie en matière d'autonomisation des jeunes, lors de sa participation aux travaux de la 5^e session du Comité technique spécialisé (CTS) de l'Union Africaine (UA) sur la Jeunesse, la Culture et les Sports, tenue les 12 et 13 décembre à Bujumbura (Burundi). L'expérience algérienne dans le domaine de l'autonomisation des jeunes qui était au centre des débats lors de cette rencontre, a été largement saluée par les participants. A cette occasion, les représentants du ministère de la Jeunesse ont passé en revue la «dynamique positive» que connaît le secteur de la Jeunesse en Algérie, dans le cadre de la vision stratégique de l'Etat algérien, sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de la jeunesse le pilier essentiel du développement et de la stabilité. Dans ce sillage, plusieurs axes fondamentaux ont été mis en avant, notamment les mécanismes d'implication des jeunes dans la prise de décision à travers les conseils et instances nouvellement créés en

Algérie, à l'instar du Conseil supérieur de la Jeunesse (CSJ). Ont été également rappelés, les efforts nationaux visant à renforcer la participation des jeunes à la vie politique, économique, sociale et culturelle, consacrant le principe de la citoyenneté active, en mettant en lumière les mécanismes adoptés pour la promotion de la créativité et le renforcement des capacités, en s'appuyant sur des programmes de formation et d'accompagnement des projets de jeunes. La participation de l'Algérie à cette réunion s'inscrit dans le cadre de sa «ferme conviction que ce mécanisme constitue un espace stratégique pour renforcer l'action africaine commune et l'échange d'expériences, au service des aspirations des jeunes du continent», conformément aux orientations et aux instructions du président de la République, pour que «l'Algérie recouvre sa place naturelle dans la profondeur africaine». Ce rendez-vous continental a été organisé sous le thème : «Restauration de la dignité et renforcement de la justice réparatrice à travers la jeunesse, la culture et les sports».



L'Afrique, continent à fortes potentialités doit améliorer son indice du développement humain et maîtriser l'intelligence artificielle

● Par Abderrahmane Mebtoul, professeur des universités



Si aucun pays du continent ne rejoint encore les rangs des nations dites développées, selon le rapport du PNUD 2025, l'Afrique présente un tableau contrasté en matière de développement n'existant pas une Afrique, mais des Afriques.



migration croissante, encore qu'il faille dénoncer un mythe, selon les rapports de l'ONU, les flux migratoires internes à l'Afrique représentent plus de 80%, les flux externes vers d'autres continents 20% :

Premièrement, améliorer sa gouvernance interne par une lutte contre la corruption, favoriser des sous-intégrations régionales, n'existant pas une Afrique, mais des Afriques.

Deuxièmement, lié au facteur précédent, - l'éducation étant le pilier du développement, diminuer cette hémorragie des exodes de cerveaux, améliorer la qualité, tant de l'école que des universités, une inadaptation de la formation professionnelle aux nouvelles mutations, une importante déperdition du primaire au secondaire, puis du secondaire aux universités : c'est le constat en Algérie en fonction de mon expérience en tant que professeur des universités et des hautes fonctions stratégiques et en tant qu'expert indépendant que j'ai eu à exercer au sein des différents appareils de l'Etat algérien.

Troisièmement, diversifier son économie étant fortement dépendante des exportations de matières premières brut ou semi brut pour ses ressources en devises qui lui procurent peu de valeur ajoutée interne, son grand défi étant sa sécurité alimentaire renvoyant au problème épineux de la pénurie d'eau douce et à la désertification croissante.

Quatrièmement, améliorer la gestion de son système de santé, les compétences existantes devant tisser des co-partenariats avec l'étranger dont son importante.

Cinquièmement, le rapport du PNUD lui consacre de larges développements, enjeu majeur du XXI^e siècle, l'Afrique doit développer et maîtriser l'intelligence artificielle, si elle ne veut ne pas être marginalisée, dont le fondement est le développement de l'IA ouvrant de nouvelles voies et offrant de nouvelles possibilités de développement. Ainsi pour le classement au niveau international de l'intelligence artificielle pour 2025, «The Global AI Index (GAIL)» classe 93 pays pour lesquels les données sont disponibles en fonction de leur niveau d'investissement, d'innovation et de mise en œuvre de l'intelligence artificielle. Il s'appuie sur 108 indicateurs couvrant la période 2020-2025 qui proviennent de 23 sources de données différentes, notamment des rapports gouvernementaux, des bases de données publiques réalisées par des organisations internationales, de think tanks et des entreprises privées. Pour l'Afrique, selon un classement publié le 4 décembre 2025 par l'hebdomadaire britannique *The Observer*, nous avons par ordre de classement et en référence à la position mondiale pour les 15 premiers pays 1-Egypte (47°) -2-Afrique du Sud (54°)- 3-Ghana (61°)- 4-Algérie (65°)- 5-Maroc (68°)- Nigeria (69°)- 7-Maurice (70°)- 8-Kenya (74°)- 9-Sénégal (75°)- 10-Côte d'Ivoire (84°)- 11-Tunisie (85°)- 12-Rwanda (86°)- 13-Bénin (88°)- 14-Zambie (89°) -15-Éthiopie (91°).

En conclusion, les médias en Afrique, pour assurer leur crédibilité et ne pas induire en erreur l'opinion locale, doivent faire attention aux discours politiques qui ont leur propres logiques, mais se référer à des sources crédibles se basant sur des données scientifiques, la rumeur dévastatrice et les mauvais choix dans les politiques socio-économiques étant les effets d'un système d'information déficient et du manque de transparence. La situation nuancée pour l'Afrique du rapport du PNUD ne touche pas seulement l'Afrique puisque le rapport sur le développement humain 2025 – publié le 6 mai 2025 intitulé : une affaire de choix : individus et perspectives à l'ère de l'IA, montre une stagnation de la progression de l'IDH dans toutes les régions du monde, un ralentissement alarmant du développement mondial, une aggravation des inégalités entre les pays riches et les pays pauvres. Le rapport montre clairement que les tensions commerciales croissantes, l'aggravation de la crise de la dette surtout en Afrique et l'essor d'une industrie qui ne crée pas d'emplois sont autant de problèmes qui nuisent au développement. Selon l'administrateur du PNUD, Achim Steiner, si la lenteur des progrès enregistrés devient la nouvelle norme, cela rendrait notre monde moins sûr, plus divisé et plus vulnérable aux chocs économiques et écologiques.

A. M.

1- L'indice de développement humain plus fiable que l'indicateur précédent utilisé, le PIB par habitant, qui ne donne pas d'information sur le bien-être individuel ou collectif quantifiant que la production économique est un indice composite, compris entre 0 (exécutable) et 1 (excellent), calculé par la moyenne de trois indices. Le premier aspect (A) quantifie la santé/longévité (mesurées par l'espérance de vie à la naissance), qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux. Le deuxième aspect (B) est le savoir ou niveau d'éducation mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes (pourcentage des 15 ans et plus sachant écrire et comprendre aisément un texte court et simple traitant de la vie quotidienne) et le taux brut de scolarisation (mesure combinée des taux pour le primaire, le secondaire et le supérieur). Il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société. Le troisième aspect (C) est le niveau de vie (logarithme du produit intérieur brut par habitant en parité de pouvoir d'achat), afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture donnant ainsi $IDH = A \times B \times C / 100$. En fonction de l'IDH, le PNUD classe les pays en quatre catégories : les pays avec un développement humain respectivement «très élevé», «élevé», «moyen» et «faible». L'indice du développement humain du PNUD constitue une percée importante dans le domaine de l'utilisation d'indicateurs plus crédibles que le produit intérieur brut (PIB). Mais, selon de nombreux experts internationaux ces indicateurs comportent des lacunes importantes dont principalement : le choix et la pondération des indicateurs retenus ; la qualité et la fiabilité des données servant à les calculer qui sont très variables d'un pays à l'autre ; l'utilisation des moyennes, sans tenir compte des inégalités tant socioprofessionnelles que spatiales, voilant donc la concentration du revenu national au profit d'une minorité rentière ; le niveau tant de la scolarisation que de la santé, varient considérablement, selon les pays et enfin certains indicateurs sociaux sont difficilement quantifiables faussant les comparaisons d'un pays à l'autre. Aussi, l'analyse qualitative doit suppléer nécessairement à la déficience quantitative. Il est souhaitable, de compléter cet indice par de nouveaux indicateurs qui prennent en compte la bonne gouvernance dont, notamment les indices de corruption, la participation, le genre, la jouissance des droits de l'homme, les libertés économiques et publiques,

l'intégration sociale et la durabilité environnementale et devant tenir compte pour bon nombre de pays d'Afrique du poids de la dette et de la sphère informelle, tout cela supposant un appareil statistique performant et adapté aux situations sociales et ce, à travers ses trois composantes A, B, C.

2- Pour le rapport 2024/2025 sur 193 pays, l'Algérie est classée à la 3^e place du continent et au 96^e rang mondial avec un IDH 0,763, la première en Afrique du Nord, ce qui représente une hausse comparativement à 2022 où il avait atteint 0,745. Avec les Seychelles, l'île Maurice, l'Égypte et la Tunisie, ils sont les cinq pays africains qui affichent les niveaux de développement humain les plus élevés en 2025. Sur les 193 pays et avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,848, les Seychelles occupent la première place du classement en Afrique, 54^e du classement mondial, l'île Maurice se hisse à la deuxième place avec un IDH 0,806, 73^e mondial, l'Égypte (100 rang mondial), et la Tunisie (105 rang mondial), ont également connu une nette amélioration de l'indice de développement passant de 0,728 en 2022 à 0,754 pour l'Égypte et 0,732 en 2022 à 0,746 pour la Tunisie. Le Maroc est classé en 2025 à la 120^e position sur 193 pays avec une note de 0,700 intégrant pour la première fois la catégorie des pays à développement humain élevé alors que trois poids lourds en population en Afrique, s'étaient classés dans le rapport 2023/2024, l'Afrique du Sud- 63 millions habitants- à la 110 place avec une note de 0,717, le Nigeria-228 millions habitants à la 161^e place avec une note de 0,548 et l'Éthiopie 176^e position avec une note de 0,492 -129 millions habitants. Le Niger se trouve en queue du classement à la 188^e place, suivi du Tchad en 190^e position et l'Afrique centrale occupe le 191^e rang. La Somalie, confrontée à des défis structurels majeurs, se positionne à la 192^e place, tandis que le Soudan du Sud complète ce peloton à la 193^e position. -Malgré des efforts louables, l'Afrique doit améliorer l'indice du développement humain par une analyse qualitative en termes d'investissement les dépenses ne sont pas proportionnelles aux impacts, un ratio global ayant une signification limitée. C'est que nous assistons à des effets négatifs sur l'Afrique dont les impacts du réchauffement climatique des tensions géostratégiques mondiales et des interférences extérieures facteur de déstabilisation, de la crise économique mondiale, mais également du fait d'une gouvernance mitigée et de conflits internes à l'accentuation des inégalités sociales. Aussi, l'Afrique doit impérativement axer ses efforts autour de cinq axes stratégiques afin d'éviter cette

Suivi des grands chantiers nationaux Djellaoui renforce le contrôle des projets portuaires et ferroviaires miniers

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base a consacré la journée du dimanche 14 décembre courant à deux réunions de haut niveau axées sur le suivi rapproché des projets structurants du secteur, notamment les ports, les routes et les lignes ferroviaires minières.

La première réunion, tenue au siège du ministère et présidée par M. Abdelkader Djellaoui, s'inscrivait dans le cadre des rencontres hebdomadaires dédiées à l'évaluation du rythme d'avancement des projets et à la numérisation du management sectoriel. À cette occasion, les cadres centraux et les responsables des organismes sous tutelle ont présenté des exposés détaillés sur l'état d'avancement des principaux chantiers nationaux. Les projets examinés comprenaient, notamment l'extension du port d'Annaba, incluant le quai minéralier inscrit dans le mégaprojet du phosphate, ainsi que la ligne minière Est reliant Annaba à Oued El Hadeb (Tébessa) sur un linéaire de 422 kilomètres. Les responsables ont également passé en revue les opérations de modernisation du réseau routier national, des échangeurs autoroutiers et des infrastructures aéroportuaires de base, confirmant une progression tangible sur le terrain. Le ministre Djellaoui a souligné l'importance d'un suivi rapproché sur les chantiers, d'une coordination permanente avec les entreprises de réalisation et de la levée rapide des entraves techniques et administratives. Il a rappelé la nécessité de respecter strictement les délais de réalisation, estimant que ces projets constituent un pilier fondamental dans la stratégie nationale de développement économique et de renforcement de l'intégration logistique. Dans la continuité de cette dynamique, et conformément aux décisions du Conseil des ministres du 16 novembre dernier, une seconde

réunion, dédiée cette fois à la sous-commission chargée de la mise en œuvre du projet de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, s'est tenue le même jour sous la présidence de M. Djellaoui. Cette infrastructure stratégique, dont la mise en service de l'ensemble des tronçons est prévue pour janvier 2026, fait l'objet d'un suivi minutieux au plus haut niveau. Un exposé complet a été présenté sur l'état d'avancement des travaux au niveau des tronçons restants, sur la base des récentes visites de terrain effectuées par le ministre dans les wilayas de Tindouf, Beni Abbès et Béchar. Lors de cette mission de deux jours, il s'est enquis de l'évolution des chantiers, lesquels ont enregistré un «grand progrès» et atteint les dernières phases de réalisation. Le ministre a insisté sur la nécessité de maintenir un rythme de travail soutenu, d'intensifier les efforts et d'assurer un suivi instantané, tant au niveau central que local. Il a également appelé à mobiliser tous les moyens disponibles afin de garantir l'achèvement des travaux restants avant la fin de l'année en cours, permettant ainsi la mise en service de l'infrastructure dans les délais fixés par le président de la République. À travers ces réunions successives, le ministère réaffirme sa détermination à concrétiser, dans les délais impartis, les projets structurants destinés à soutenir les filières minières, renforcer les réseaux logistiques et moderniser durablement les infrastructures nationales.

Amine Chabouni



Technologies propres et nanosciences Krikou et Baddari renforcent le partenariat pour l'innovation durable

Dans le cadre d'une visite de travail et de terrain à la circonscription administrative de Sidi Abdallah, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Kaouthar Krikou, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, ont procédé à une série d'inspections et de rencontres destinées à renforcer la coopération intersectorielle en matière de technologies propres, d'innovation scientifique et d'accompagnement des porteurs de projets. La délégation ministérielle a d'abord visité les structures relevant de l'Agence nationale de gestion du microcrédit, où elle a pris connaissance des services financiers et non financiers proposés aux demandeurs de microcrédits. Les ministres ont également inspecté des tricycles financés par l'Agence, destinés à la collecte et au recyclage des déchets plastiques, illustrant la volonté de soutenir des initiatives entrepreneuriales à forte dimension environnementale. Le

déplacement s'est poursuivi à l'École nationale supérieure des sciences et technologies des nanomatériaux, où les deux ministres ont procédé à l'inauguration du premier bureau d'accompagnement de l'Agence nationale de gestion du microcrédit au sein d'un établissement universitaire. Cette démarche inédite vise à encourager les étudiants et jeunes porteurs de projets à s'engager dans des démarches entrepreneuriales innovantes, tout en bénéficiant d'un encadrement spécialisé. Les représentants de l'Agence ont présenté des explications détaillées sur le fonctionnement du bureau, ses mécanismes d'intervention et les dispositifs d'accompagnement destinés aux porteurs de projets académiques ou technologiques. En parallèle, le ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie a réaffirmé l'importance d'intégrer les technologies modernes et les procédés propres dans la lutte contre la pollution, en insistant sur la responsabilité des insti-

tutions accompagnatrices dans la mise en œuvre effective de la législation environnementale. Dans ce cadre, une visite conjointe a été organisée dans deux établissements de recherche : l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable relevant du ministère de l'Environnement, et l'Université nationale des sciences et technologies des nanomatériaux placée sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur. Cette visite a permis de mettre en lumière les expériences menées dans le traitement des déchets et des rejets industriels à travers des technologies scientifiques innovantes, durables et conformes aux exigences environnementales modernes. Les ministres ont également pris connaissance du fonctionnement de la station de traitement et de filtration de l'établissement, qui illustre l'application pratique des technologies avancées en matière de dépollution. La coopération entre l'École nationale supérieure des sciences et technologies des nanomatériaux et

l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable a été renforcée par la présentation d'un accord visant à partager les expertises, à développer des perspectives de recherche scientifique et à promouvoir les spécialités environnementales. La visite a également été marquée par l'annonce de l'inauguration du premier incubateur scientifique dédié aux spécialités environnementales et aux nanotechnologies, une initiative stratégique destinée à valoriser la recherche appliquée et à soutenir l'innovation durable. En clôturant la visite, la ministre Kaouthar Krikou a salué les efforts de la direction générale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit, notamment dans le domaine de la coopération environnementale. La journée s'est achevée par la signature de plusieurs conventions de partenariat axées sur le développement durable et la promotion de solutions technologiques propres.

Sonia Stambouli

Gestion des risques climatiques 850 sites à très haut risque et une pression croissante sur les réseaux d'assainissement

Le directeur de l'Assainissement et de la Prévention des risques d'inondation au ministère des Ressources en eau, Cherif Aïssou, a rappelé que l'Algérie fait face, depuis une vingtaine d'années, à des changements climatiques significatifs qui se traduisent par une hausse notable des précipitations et un impact direct sur les réseaux d'évacuation des eaux. Invité de l'émission «L'Invité du matin» de la Chaîne I ce dimanche, il a souligné que le ministère a adopté une politique fondée sur la prévention et l'anticipation, reposant sur le nettoyage régulier des canalisations et cours d'eau afin d'éviter leur obstruction et de réduire les risques d'inondations en automne et en hiver. Aïssou est revenu sur l'épisode pluvieux survenu, récemment à Bir Mourad Raïs (Alger), où 72 mm de pluie ont été enregistrés en deux heures, soit l'équivalent de deux semaines de précipitations en conditions normales. Une quantité dépassant largement la capacité des réseaux d'assainissement. Il a souligné que les opérations de nettoyage sont programmées de manière périodique, avec de nouveaux projets chaque année et une actuali-

sation constante des schémas directeurs pour les adapter aux mutations climatiques et à l'expansion urbaine. Le responsable a également pointé du doigt les comportements inciviques qui aggravent la situation, tels que le dépôt de déchets, de matières plastiques ou de terre dans les canalisations, ainsi que l'abandon de résidus de chantiers à proximité des réseaux. Il a ajouté que malgré la présence de segments anciens nécessitant une réhabilitation, la situation générale des réseaux reste acceptable. Les précipitations maximales attendues autrefois autour de 20 mm peuvent aujourd'hui atteindre ponctuellement 120 mm, poussant les pouvoirs publics à accélérer, ces dernières années, le renouvellement des réseaux d'assainissement en coordination avec le ministère de l'Intérieur et les Collectivités locales, avec des budgets dédiés dans la loi de finances. Aïssou a rappelé que l'Algérie repose principalement sur un réseau unifié d'évacuation des eaux usées et pluviales, couvrant 93% du territoire national, 96% des zones urbaines et près de 75% des zones rurales, soit environ 97 000 km. Il a précisé que les services d'assainissement sont dis-

ponibles à 100% au niveau national, alors que 76% des pays africains voisins n'en disposent pas. La séparation des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales complexe et coûteuse a néanmoins commencé dans les villes nouvelles.

Une cartographie des points noirs en recul, mais 850 sites à très haut risque

Aïssou a indiqué que le dernier recensement, réalisé la fin 2024, a identifié 13 500 points noirs à travers le pays, un nombre en diminution grâce aux programmes menés avec les collectivités locales. La stratégie nationale de lutte contre les inondations, adoptée en 2020, a par ailleurs identifié 850 sites à risque, dont 50 considérés à très haut risque. Les études techniques ont été finalisées dans 16 wilayas, tandis que 14 autres sont en cours de réalisation, et que des projets sont en phase de lancement dans 11 wilayas supplémentaires. Le responsable a évoqué la problématique de la montée du niveau des eaux usées dans les wilayas du Sud, notamment à El Oued et Ouargla, qui menace la qualité des nappes phréatiques. Un programme en quatre phases a été mis en œuvre, dont la dernière est en

cours, permettant une réduction notable des inondations dans ces régions. Abordant la réutilisation des eaux usées traitées, Aïssou a expliqué que le secteur se concentrait auparavant exclusivement sur la protection de l'environnement, mais qu'il s'oriente désormais —, conformément aux directives du président de la République depuis novembre 2023 — vers leur usage dans plusieurs domaines, notamment l'agriculture, l'industrie et les services. Dans ce cadre, 21 projets ont été réalisés ou lancés, dont 18 stations de traitement des eaux. Le ministère œuvre également à la remise en service des stations à l'arrêt, à l'augmentation des capacités d'épuration et à l'adoption du traitement tertiaire pour permettre l'irrigation de cultures telles que les céréales et les légumes. Aujourd'hui, 110 millions de mètres cubes d'eaux traitées sont destinés à la filière agricole. Aïssou a ajouté que 27 stations à l'arrêt sont en cours de maintenance, et que l'achèvement de 75 nouvelles stations permettra d'atteindre une capacité de traitement d'un milliard de mètres cubes par an dans les deux prochaines années.

Sarah Cheriet

Béjaïa

La société civile réaffirme son attachement «viscéral» à l'unité nationale

Des participants à une rencontre de la société civile de la wilaya de Béjaïa, tenue, samedi, ont réaffirmé leur attachement «viscéral» à l'unité nationale, dénonçant toutes les tentatives visant à porter atteinte à l'intégrité de l'Algérie.



L'Algérie est un pays «uni et indivisible» et la Kabylie en est «partie intégrante», ont insisté des élus locaux, des écrivains, des artistes et des acteurs de la société civile lors de cette rencontre organisée à la bibliothèque principale de lecture publique Tahar-Amirouchen, à l'initiative de l'association Espoir pour le développement de la wilaya de Béjaïa. Le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de Darguina, Madjid Bektache, a souligné que la population de

Béjaïa n'a pas cessé de réaffirmer l'unité de l'Algérie, ajoutant que «la grande leçon que nous devons retenir aujourd'hui c'est le sacrifice des martyrs pour la libération du pays du joug colonial». «Le pays qui a vécu toutes ces épreuves et pour lequel le sang des Chouhada a coulé, ne sera jamais à vendre», a-t-il affirmé, ajoutant que «toute tentative de division de ce pays est preuve d'un reniement des origines». Pour sa part, le P/APC de la commune de Tifra, Rabah Meksem, a rappelé que le combat mené par «nos parents

contre le colonialisme pendant de longues années était pour une Algérie unie et indivisible». «Aujourd'hui, nous vivons dans la diversité et l'union, personne n'a le droit de venir nous dicter ce que nous devons faire», a-t-il ajouté, appelant les Algériens à s'unir davantage. De son côté, le président de l'Assemblée populaire de wilaya (P/APW), Bachir Barkat, a indiqué, lors de cette rencontre, que pour les Algériens, «il n'y a aucun doute quant à l'unité du pays». Ecrivain en langue amazighe et éditeur,

Brahim Tazaghart a appelé les Algériens des différentes régions du pays à l'unité et à la cohésion, ajoutant que les «Algériens se sont unis durant la Guerre de libération nationale et que rien ne les empêchera de le faire aujourd'hui». Cette rencontre se veut un message «fort et clair» que «la Kabylie est et restera à jamais une partie intégrante et indissociable de l'Algérie», ont noté les membres de l'association organisatrice.

Une équipe pluridisciplinaire du CHU de Béjaïa en mission à l'EPH de Djanet

Une équipe médicale pluridisciplinaire du Centre hospitalo-universitaire, CHU Khelil-Amrane de Béjaïa s'est déplacée dans la wilaya de Djanet, dans le cadre d'un jumelage entre le CHU et l'EPH-Djanet, a-t-on appris, hier auprès de cet établissement de santé. Cette mission de cinq jours (12 -16 décembre) visait à renforcer «l'accès aux soins spécialisés, à assurer la formation du personnel médical local et à améliorer le suivi des patients de la région de Djanet», a précisé la même source. L'équipe médicale est composée de spécialistes en cardiologie, en pneumo-phtisiologie, en chirurgie infantile, en anatomopathologie, en neurochirurgie, en gynécologie et en ophtalmologie. Par ailleurs, dans le cadre d'un jumelage entre le CHU de Béjaïa et l'EPH d'El Menéa, 25 interventions chirurgicales ont été réalisées, dont 16 par le service de chirurgie infantile et 9 par le service de gynécologie, au cours d'une mission effectuée entre le 30 novembre dernier au 4 décembre courant, a-t-on souligné de même source. En outre, 298 consultations spécialisées, notamment en cardiologie, en chirurgie infantile et en gynécologie ont été effectuées durant cette mission médicale, ont noté les services du CHU.

Saïd H.

Médéa

Plusieurs projets de développement réalisés dans des zones rurales

Plusieurs projets de développement destinés à améliorer les conditions de vie des habitants des zones rurales de la wilaya de Médéa ont été concrétisés au cours des trois dernières années, a-t-on appris, auprès de l'Agence de développement social (ADS). Ces projets, qui concernent, notamment l'assainissement, l'alimentation en eau potable (AEP) et l'éclairage public, ainsi que la réhabilitation de structures d'accueil pour les personnes aux besoins spécifiques, ont été lancés et livrés au cours des trois dernières années, a fait savoir la responsable locale de l'agence de développement social, Samira Hadjadj. Concernant l'adduction en eau

potable, cette responsable a notamment fait part de la réalisation d'un réservoir de petite capacité pour alimenter près de 500 habitants du village de Merabtine, dans la commune de Sidi Naâmane, à l'est de Médéa, ainsi que de la réhabilitation d'un puits dans le village de Sidi Mahieddine, toujours dans la même commune, pour alimenter 340 résidents. Elle a également mentionné que deux projets, l'un portant sur la réalisation d'un réseau d'assainissement au profit des habitants du village d'El Djorf, commune de Chahbounia, au sud de Médéa, et l'autre concernant l'extension d'un réseau d'assainissement au niveau du village d'Ouled

Benhaoua, dans la commune de Mfatha, au sud-est, faisaient également partie des projets de développement concrétisés. L'ADS a aussi financé l'installation d'un éclairage public dans les villages de Mendes (Sidi Naâmane) et d'Ouled-Hamza (Souagui), a-t-elle noté. Par ailleurs, deux structures relevant du secteur de l'Action sociale et accueillant des enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme, situées respectivement à Tablat et à Berrouaghia, ont bénéficié de travaux de réhabilitation afin d'améliorer la prise en charge de cette catégorie de patients, a-t-elle conclu.

Chenouf Lazregue

Blida

Entretien de près de 5000 km du réseau de distribution de gaz naturel depuis début 2025

La Société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Blida a assuré, depuis le début de l'année 2025, l'entretien de près de 5000 km de son réseau de distribution de gaz naturel, en vue de garantir la qualité et la continuité du service, a-t-on appris, auprès de la structure. Les équipes techniques de la Sonelgaz, appuyées par celles de la direction, ont procédé depuis le début de l'année à la maintenance de 4717 km de réseau sur un total de 6515 km concernés par cette opération, visant à prévenir tout risque de fuite pouvant entraîner des accidents graves, a ajouté la même source. Les mêmes équipes ont également effectué l'entretien de 3448 vannes de gaz, 48 836 branchements et 7876 colonnes montantes dans les immeubles. Toujours au titre des efforts du renforcement et de la modernisa-

tion du réseau, la même période a, également, vu le renouvellement de 11 km de conduites de gaz en cuivre, remplacées par du plastique pour faciliter la maintenance et la réparation. Pour l'année 2026, le secteur prévoit le lancement de travaux similaires pour le renouvellement de 24 km de conduites réparties sur sept communes, Boufarik, Beni Tamou (Nord), Mouzaïa, El Affroun (Ouest), Larbâa, Meftah (Est), ainsi que la commune de Blida. Par ailleurs, les services concernés ont fait état de 44 cas d'agressions sur le réseau gazier depuis le début de l'année, ayant provoqué l'interruption temporaire de l'alimentation de 1863 logements. Un taux de 88% des pannes enregistrées sur le réseau sont dues à ce type d'atteintes, souvent causées par des entreprises de réalisation.

Tizi-Ouzou

Une caravane médico-sociale au profit des personnes âgées

La Direction de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS) de la wilaya de Tizi-Ouzou a organisé une caravane de solidarité médico-sociale au profit des personnes âgées et aux besoins spécifiques, a-t-on appris hier auprès de cette institution. L'initiative, lancée jeudi dernier, vise à distribuer diverses aides matérielles et à apporter une assistance aux catégories vulnérables. Elle cible 121 personnes âgées démunies et une personne aux besoins spécifiques, réparties sur 43 communes de la wilaya, a-t-on précisé de même source. Les aides, composées essentiellement de literie, (notamment des matelas orthopédiques), de couvertures et d'autres produits de parapharmacie, ainsi que d'un fauteuil roulant (pour la personne aux besoins spécifiques), ont été acheminées au domicile des bénéficiaires par les agents des cellules de solidarité de proximité de la DASS, a-t-on ajouté.

Kahina Tasseda

Batna

Journée de formation au profit des associations locales

L'Observatoire national de la société civile (ONSC) a organisé samedi, au centre des loisirs scientifiques du pôle culturel et sportif de Batna, une journée de formation au profit de plus de 100 associations locales opérant dans les divers domaines.

Le président de la commission permanente de la formation et de la promotion de la société civile de l'ONSC, Ahmed Benkhellaf, a affirmé, dans son intervention à l'occasion, que cette rencontre, organisée en coordination avec les autorités locales représente «une étape importante» vers la consolidation des compétences des animateurs des associations locales et l'encouragement de l'action collective de sorte à contribuer à l'émergence d'une société civile plus professionnelle et plus influente dans la société. Il a également souligné que l'initiative traduit la conviction de l'ONSC que la formation et la construction des compétences sont «la meilleure voie» pour promouvoir la performance du mouvement associatif ainsi que de son efficacité et de sa capacité à contribuer au développement durable et à être au service du pays et du citoyen. L'ONSC, a-t-il ajouté, place la formation parmi les priorités de sa stratégie et continuera d'œuvrer à l'accompagnement des associations pour

atteindre les objectifs souhaités. Les représentants de plusieurs associations présentes ont salué l'initiative estimant qu'elle constitue une opportunité de communication entre les associations et de promotion des actions communes pour le développement durable local et national et pour une participation efficace au renforcement du front intérieur, du bénévolat et des valeurs citoyennes. Les axes de rencontre encadrée par des experts et cadres de l'ONSC ont concerné «le rôle de la société civile dans la consolidation du front intérieur et la cohésion sociale pour contrer la désinformation médiatique», «le rôle de la société civile face au fléau des drogues», «la gestion financière et administrative des associations» et «le projet associatif et les mécanismes de financement». La rencontre a donné lieu à un exposé sur les objectifs et les modalités d'inscription à la plateforme électronique dédiée aux associations par l'ONSC.

M'hand A.



Mila

47 interventions chirurgicales effectuées dans le cadre d'une caravane médicale de solidarité du CHU de Douéra

Une caravane médicale de solidarité, initiée par le Centre hospitalo-universitaire, Djillali-Bounaâma de Douéra (Alger) a réalisé 47 interventions chirurgicales au profit de patients de la wilaya de Mila et ce, à l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mohamed-Meddahi de Ferdjioûa, a indiqué, le directeur de cette structure de santé, Abdelhafid Talbi. Le même responsable a précisé, dans une déclaration que la caravane en question, forte de 15 praticiens entre médecins spécialistes et chirurgiens, a entamé l'opération le 6 décembre en cours pour réaliser en 4 jours pas moins de 47 interventions chirurgicales dans plusieurs spécialité, incluant des opérations complexes. «Des patients résidant dans les communes du nord et de l'ouest de la wilaya de

Mila, ont bénéficié de ces interventions après avoir été suivis dans différentes structures de santé publique, et dont l'état nécessitait une opération chirurgicale», a-t-on affirmé de même source. Les prestations offertes par cette caravane médicale ont été clôturées par une journée de formation des médecins de l'EPH Mohamed-Meddahi, encadrée par des spécialistes du CHU de Douéra dans le but de renforcer les connaissances et les compétences du personnel médical local, a ajouté M. Talbi. Rappelons que cette caravane est la deuxième du genre ayant bénéficié, en 2025, aux patients de l'EPH de Ferdjioûa et des zones limitrophes, après celle provenant du CHU Mustapha-Pacha d'Alger qui avait effectué plusieurs interventions chirurgicales.

Constantine

Création d'un club environnemental à l'INFSCJS

Un club environnemental a été créé à l'Institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse et des sports (INFSCJS) de Constantine, dans le cadre d'une convention avec la direction locale de l'Environnement, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. L'initiative vise à renforcer la sensibilisation écologique au sein de l'institut, a souligné la cellule de communication de la wilaya, précisant que la direction de wilaya de l'environnement s'est engagée au titre de cette convention à accompagner et à encadrer le club le long de la saison scolaire 2025-2026. Le club aura pour missions principales de promouvoir les comportements responsables, d'organiser des actions de sensibilisation, des ateliers pratiques, ainsi que des campagnes de nettoyage et de plantation. La direction de l'Environnement apportera son appui technique et pédagogique à travers des interventions spécialisées et l'implication des étudiants dans ses programmes environnementaux. «Ce partenariat marque une étape importante dans la mobilisation des jeunes pour la protection de l'environnement et confirme l'engagement de l'Institut dans la promotion des valeurs du développement durable».

M. E. H.

El Tarf

Ouverture d'un jardin public sur les berges du Lac des Oiseaux

Un jardin public a été ouvert sur les berges du Lac des Oiseaux, dans la commune éponyme (El Tarf), dans le cadre des efforts visant à multiplier les espaces de loisirs et à valoriser les atouts naturels de la région, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya. Selon la même source, la réalisation de cet espace, inauguré par les autorités de la wilaya, a nécessité un investissement public de 89 millions de dinars provenant d'un montage financier associant, au titre de l'exercice 2025, le programme de soutien au développement socio-économique, la caisse de garantie et de solidarité des collectivi-

tés locales et le budget de la commune du Lac des Oiseaux. Ce jardin de loisirs, couvrant quatre hectares, comprend 3 kiosques, 4 aires de jeux pour enfants, une zone pour les spectacles, des espaces verts dotés de lieux de repos, deux passerelles en bois, 3 fontaines et une tour d'observation. Un sentier de promenade et de randonnée, long de 1600 mètres, y a également été aménagé, offre une vue directe sur le lac, un environnement naturel ouvert, riche par sa biodiversité, qui constitue un espace intégré pour le repos et les promenades. Cet espace devrait «renforcer le caractère écologique et touristique

de cette commune, et offrir aux visiteurs un espace naturel pour s'oxygéner en profitant de panoramas magnifiques», ont également indiqué les services de la wilaya, soutenant que ce parc constitue une «valeur ajoutée» pour la région. Pour rappel, la commune du Lac des Oiseaux, traversée par la route nationale N° 44 reliant les wilayas d'El Tarf et d'Annaba, est située à 18 km de la ville d'El Tarf. Le lac qui fait la réputation de cette collectivité, est classé en tant que réserve naturelle inscrite sur la liste de Ramsar des zones humides, offre un habitat adéquat pour de nombreuses espèces d'oiseaux.

Oum El Bouaghi

Visite d'inspection au centre psycho-pédagogique de Meskiana

Conformément aux instructions du ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, relatives à la programmation de visites d'inspection sur terrain au niveau des établissements spécialisés placés sous sa tutelle, une mission de suivi a été effectuée dans la wilaya d'Oum El Bouaghi. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du programme annuel de visites d'ins-

pection mené par la direction de l'Action sociale et de la Solidarité de la wilaya auprès des différentes institutions et centres spécialisés relevant de son secteur. À ce titre, le mardi 9 décembre en cours, le DASS de la wilaya d'Oum El Bouaghi, Ben Hadda Farid, accompagné de cadres de sa direction, a effectué une visite d'inspection au Centre psycho-pédagogique pour enfants

présentant une déficience intellectuelle de la commune de Meskiana. Cette sortie de terrain a permis d'évaluer les conditions de prise en charge des enfants au sein de cet établissement, ainsi que le fonctionnement général des services éducatifs, pédagogiques et sociaux qui y sont dispensés. Une séance de travail a également été tenue avec les parents des enfants, offrant un espace

d'écoute et d'échange pour examiner leurs préoccupations et répondre à leurs doléances. À travers cette visite, les responsables du secteur ont réaffirmé leur engagement à améliorer la qualité de la prise en charge des enfants à besoins spécifiques et à veiller à l'atteinte des objectifs fixés, dans le respect des normes en vigueur et des orientations du ministère de tutelle.

Oran

Atelier de formation sur la protection des forêts face aux risques climatiques

Le bureau de wilaya du Croissant-Rouge algérien (CRA) d'Oran a organisé, un atelier de formation de deux jours axé sur la protection des forêts et les risques climatiques, sous le slogan : «Ensemble pour renforcer les capacités vers une action humanitaire plus professionnelle», en coordination avec la Conservation des forêts de la wilaya et la direction de l'Environnement.



En marge de la clôture de cet atelier, samedi, Hanaa Kerkeb, représentante du bureau du CRA d'Oran, a indiqué que cette rencontre visait à «actualiser les informations et les connaissances des membres de cette organisation sur les changements climatiques et à développer leurs capacités d'analyse des risques qui y sont liés, notamment en matière de protection de notre patrimoine forestier». Elle a ajouté que cet atelier s'inscrit également dans le cadre de «la préparation de stratégies spécifiques permettant au Croissant-Rouge de mieux se préparer à ces risques, en tenant compte des spécificités de chaque wilaya». Des volontaires du CRA issus de plusieurs wilayas,

notamment Oran, Jijel, Tizi-Ouzou, Béjaïa et Tébessa, ont pris part à cet atelier, qui a comporté des présentations sur les principaux concepts climatiques, l'étude des défis de terrain, ainsi que des échanges d'expériences autour des méthodes de réduction des effets des phénomènes climatiques. De son côté, le représentant de la Conservation des forêts de la wilaya d'Oran et chargé de l'information et de la communication, Saâd Ilies Mohamed-Khaled, a indiqué que cet atelier «s'inscrit dans le cadre des efforts conjoints visant à faire face aux défis croissants imposés par les changements climatiques» et qu'il a pour objectif de renforcer la sensibilisation environnementale et d'ancrer la culture de la

prévention des risques naturels, notamment les incendies, la désertification et les inondations. Le même intervenant a souligné «la nécessité d'unifier les efforts de l'ensemble des acteurs, en particulier ceux de la société civile, afin de protéger le patrimoine forestier et de préserver l'équilibre écologique, aujourd'hui menacé par l'accélération des perturbations climatiques». Plusieurs communications ont été présentées lors de cet atelier, notamment «comment l'action humanitaire est affectée par le changement climatique», «Les changements climatiques et leur impact sur le couvert forestier», «l'évaluation des risques : outils et identification des dangers», entre autres.

Réhabilitation de 30 km du réseau d'alimentation en eau potable en 2025

La direction de l'Hydraulique de la wilaya d'Oran a procédé, au cours de cette année, à la réhabilitation de 30 kilomètres du réseau d'alimentation en eau potable (AEP), a indiqué la directrice locale du secteur, Nassima Tahri. Mme Tahri a précisé que ces travaux représentent près de 80% du réseau nécessitant une rénovation, ajoutant que les 20% restants seront pris en charge, au cours de l'année 2026, dans le cadre de la poursuite du programme sectoriel. Cette opération s'inscrit dans un vaste plan de modernisation des infrastructures hydrauliques, visant à remédier à la vétusté de certaines conduites, responsables de fuites importantes et de pertes considérables d'eau potable, dit-elle, ajoutant que ces pertes constituent l'un des principaux défis du réseau de distribution, tant à Oran que dans d'autres grandes agglomérations du pays. Les travaux de réhabilitation ont principalement concerné les communes d'Oran, Bir El Djir, Boutlelis et Es-Senia, qui figurent parmi les zones les plus sollicitées en raison de la densité démographique élevée et de la demande croissante en eau potable. Cette action s'aligne avec les orientations du ministère de l'Hydraulique, qui accorde la priorité à la réduction des pertes sur les réseaux, à l'amélioration de la continuité de distribution et à la sécurisation de l'alimentation en eau potable, a noté la directrice de l'Hydraulique.

K. L.

Relizane

Pose de la première pierre pour la réalisation de 1500 logements du programme AADL 3

Le directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Riadh Guemdani, accompagné du wali de Relizane, Kamel Berkane, a présidé, samedi, la cérémonie de pose de la première pierre du projet de réalisation de 1500 logements de la formule location-vente, dans le cadre du programme AADL 3 dans la wilaya de Relizane. Ce projet d'habitat sera réalisé au niveau du pôle urbain Relizane-Belassel, dans la commune de Relizane, sur une superficie de plus de neuf hectares. Il comprend 43 immeubles, avec des délais de réalisation oscillant entre 18 et 24 mois, selon les explications fournies par les responsables de la direction des Projets de logements AADL à Relizane. Le wali de Relizane, Kamel Berkane, a indiqué que «ce pôle urbain, qui s'étend sur une superficie de 400 hectares, permet l'implantation d'un grand nombre de logements en formule location-vente dans le cadre du programme AADL 3, en

plus d'autres formules de logement pouvant atteindre 31 000 unités, ainsi que des équipements publics tels que des établissements éducatifs, sanitaires et autres». Le nombre total des projets de logements en formule location-vente relevant du programme «AADL 3» dont l'emplacement a été localisé à l'échelle nationale a atteint, à ce jour, 21 215 logements, répartis sur neuf wilayas, a précisé à l'APS le chargé de communication de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Hichem Cherif. Ces logements, récemment implantés, se répartissent comme suit : 8050 logements au pôle urbain «Sissaoui» dans la wilaya de Constantine, 1600 logements au pôle urbain «El Bakrat» dans la wilaya d'Ouargla, 2000 logements dans la wilaya de Médéa, 1000 dans la wilaya de Tébessa, 2400 dans la wilaya de Mascara, 1150 dans la wilaya de Laghouat, 2115 dans la wilaya de M'sila et 1500 dans la wilaya de Relizane.

Mascara

Plantation de plus de 3000 arbustes aux abords du barrage de Chorfa

Plus de 3000 arbustes ont été plantés, samedi, aux abords du barrage de la commune de Chorfa (wilaya de Mascara), à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la montagne, a-t-on appris auprès du Conservateur des forêts Othmane Sadate. Cette opération a donné lieu à la plantation de différentes essences arboricoles, notamment le pin d'Alep, le caroubier et l'eucalyptus, sur une superficie totale estimée à 2,2 hectares autour du barrage concerné. Cette initiative a connu une large participation des agents des forêts, des cadres et des travailleurs du barrage, ainsi que de membres d'associations exerçant dans les communes de Chorfa et de Sig, en plus de scouts et de citoyens bénévoles. Cette opération vise à protéger les bassins versants du barrage de Chorfa, à élargir le couvert végétal qui l'entoure, ainsi qu'à encourager les associations et les citoyens à participer aux opérations périodiques de reboisement volontaire programmées par la Conservation des forêts. M. Sadate a également révélé que la Conservation des forêts de la wilaya a élaboré un programme riche à l'occasion de la Journée internationale des forêts, comprenant, sur deux jours, l'organisation d'opérations de plantation volontaire d'arbustes forestiers dans des zones forestières montagneuses de la région, notamment dans les forêts de «Ouizert» (commune d'Ain Fekan) et de «Moulay Smail» (commune d'Oggaz), ainsi que l'organisation de rencontres de sensibilisation au profit des citoyens et des élèves des établissements scolaires sur l'importance de la préservation des forêts situées dans les zones montagneuses de la wilaya.

Saïda

Journée de formation en faveur des acteurs associatifs locaux

L'Observatoire national de la société civile (ONSC) a organisé, samedi à Saïda, une journée de formation au profit des acteurs associatifs locaux de la wilaya, avec la participation de plus de 100 associations locales. Lors de l'ouverture de cette rencontre, tenue dans la salle de conférences du siège de l'Assemblée populaire communale de Saïda, au quartier El Bordj, le wali de la wilaya, Amoumene Mermouri, a souligné que «les associations locales constituent un partenaire essentiel dans la mise en œuvre des politiques de développement, notamment dans les domaines social, économique et culturel». Cette rencontre s'inscrit dans une vision visant à renforcer la culture de la participation effective de la société civile au développement local, tout en lui fournissant

des outils modernes de gestion, afin de contribuer à la professionnalisation de l'action associative. De son côté, le membre de l'Observatoire national de la société civile, Mustapha Maaradji, a indiqué que cette journée de formation, organisée en coordination avec la wilaya de Saïda, vise à promouvoir la culture de la participation et du volontariat structuré parmi les acteurs associatifs locaux, à renforcer leurs capacités pour leur permettre d'assumer efficacement leurs rôles, et à soutenir la formation institutionnelle, afin d'améliorer leurs performances organisationnelles et managériales. Maaradji a insisté sur l'importance du renforcement continu des capacités des associations locales pour garantir leur contribution effective au développement social

et économique, soulignant que les associations constituent un partenaire clé du développement et que leur formation permet d'élever leur niveau de performance. Cette journée de formation a comporté quatre ateliers portant sur «le rôle de la société civile dans le renforcement du front intérieur et la lutte contre la désinformation et la manipulation médiatique», «le rôle de la société civile dans la lutte contre le fléau de la drogue», «la gestion administrative et financière des associations», «le projet associatif et les mécanismes de financement». À cette occasion, un débat ouvert a également été organisé, permettant aux acteurs associatifs locaux d'exprimer leurs préoccupations et de formuler des propositions dans divers domaines.

Exposition «Ecumes de verre» de Tahar Tazerout à Alger

Le verre comme matière vivante, entre tension et lumière

La nouvelle exposition de l'artiste plasticien Tahar Tazerout, intitulée : «Ecumes de verre», se poursuit jusqu'au 18 du mois en cours, à la galerie Aïcha-Haddad à Alger, mettant en valeur, entre tension et lumière, le verre comme matière vivante.

Donnant suite à une démarche singulière amorcée en 2023 lors d'une précédente exposition baptisée : «Ecllosion de verre», où Tahar Tazerout avait tenté d'explorer le clair-obscur sur verre brisé, cette nouvelle série de dix toiles a donné de nouveaux élans à l'artiste, qui aura ainsi pu repousser les limites d'une technique encore méconnue en Algérie. Révélant une richesse hautement esthétique, ce véritable poète des formes et des couleurs propose, à travers dix œuvres inédites, une immersion onirique dans un univers où le verre devient protagoniste à part entière et se détache définitivement de son rôle traditionnel de simple support. Dans un rapport d'échange de grande philosophie entre matière et lumière, les toiles exposées témoignent de l'évolution d'un langage plastique où la lumière ne se contente plus d'effleurer les fragments de verre, elle les sculpte, les transfigure et les anime, pour laisser apparaître, à différents moments, le verre fluide ou heurté, évoquant l'écume qui affleure à la surface d'une mer intérieure. « Je souhaite que le verre parle de lui-même, qu'il devienne le souffle de l'œuvre, sa tension et sa fragile puissance », confie le plasticien qui, à travers cette belle récurrence artistique, renforce l'idée que «chaque éclat porte sa propre émotion». Les contrastes, «ombre et lumière», «opacité et transparence», «fracture et douceur», créent une dynamique intime suggérant ainsi une lecture sensible de la matière. Façonnées avec minutie et patience, grâce à un savoir-faire où les petits marteaux remplacent les pinceaux, les créations de Tahar Tazerout invitent à un voyage introspectif.

Le clair-obscur, inspiré de la peinture classique, mais transposé à un matériau indomptable, ouvre un espace émotionnel puissant, à la limite du méditatif. Dans l'œuvre de



Tazerout, des silhouettes, des regards et des tensions lumineuses racontent des fragments de mémoire, tout en offrant au spectateur un espace pour projeter son propre récit. «Encore peu explorée en Algérie», la technique du verre brisé trouve en Tahar Tazerout, artiste en pleine ascension, autodidacte et designer de formation, un expérimentateur passionné, déterminé à lui offrir une place nouvelle dans le paysage artistique national. Dans une transition empreinte de finesse et de douceur, l'artiste continue de combiner découverte, inspira-

tion et plaisir des sens, se référant par moment à sa première évasion artistique qui a déjà permis aux visiteurs de redécouvrir plusieurs œuvres aux différentes thématiques emblématiques et qu'il qualifie de «véritable matrice de son approche actuelle». Dans différents portraits humains et animaliers sculptés à même le verre, Tahar Tazerout avait alors révélé des visages empreints d'une grande profondeur émotionnelle, à travers l'opposition du noir et du blanc argenté. «Ecumes de verre» marque une étape importante dans le parcours de ce

grand plasticien-philosophe qui confirme la signature plastique d'un artiste qui fait dialoguer la lumière et la matière pour sonder les profondeurs de l'être, dans une recherche qui gagne en liberté et en organicité et où les gestes s'élargissent et la matière semble trouver sa propre respiration. Ouverte le 8 décembre dernier, l'exposition «Ecumes de verre» de Tahar Tazerout est organisée à la galerie Aïcha-Haddad, sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts.

M. Taous

Malika Bendouda en visite à la capitale de l'Est La ministre annonce une opération d'investissement pour restaurer la vieille ville de Constantine

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a annoncé une importante opération d'investissement pour la restauration de la vieille ville de Constantine et appelé à faire de la «Dar el ibdaâ» (La maison de la création), un musée de son histoire et de ses arts. Dans le cadre de l'orientation stratégique de l'État visant à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine culturel, Malika Bendouda, ministre de la Culture et des Arts, a annoncé que la ville de Constantine bénéficiera d'une nouvelle opération d'investissement destinée à la restauration de la vieille ville, dans l'objectif de moderniser le visage de cette cité historique tout en préservant son identité architecturale authentique. Cette initiative vise à faire de Constantine un pôle culturel et touristique dynamique, contribuant ainsi au développement social et économique de la région. Dans le cadre de la préservation du secteur sauvegardé, la ministre, accompagnée du wali de

Constantine, s'est rendue sur le chantier de restauration de la zaouïa Tidjania inférieure, située au cœur de la vieille ville, où elle a suivi de près l'état d'avancement des travaux et écouté des explications détaillées sur le projet. La ministre a exprimé son admiration pour cette réalisation, soulignant l'importance majeure de la préservation de ce monument spirituel et culturel en tant que composante essentielle de la mémoire nationale et du patrimoine de l'humanité. Par ailleurs, la ministre a effectué une visite à la maison de la création, où elle a inspecté les différents espaces de cette structure emblématique et pris connaissance de sa situation. Elle a appelé à transformer ce lieu culturel d'exception en un musée dédié à l'histoire et aux arts de Constantine, mettant en valeur ses figures artistiques et culturelles multiples, afin d'en faire un véritable pôle de rayonnement culturel ouvert aux créateurs et au grand public.

Le film «Sarkhat samt» remporte le premier prix

Le film *Sarkhat samt* (Un cri de silence) du réalisateur Jaber Dhiab de la wilaya de Tipasa, a remporté le premier prix de la 6^e édition des Journées nationales de Constantine du court métrage, clôturée, samedi après-midi, à la Maison de la culture Malek-Haddad. Le deuxième prix de cette manifestation ouverte jeudi dernier, est revenu au film *Mauvais soulier* du réalisateur Akli Amdah de la wilaya de Batna, tandis que le troisième prix a été décerné au court métrage *Mémoires sanglantes* du réalisateur Mourad Bouamrane de la wilaya de Tizi-Ouzou. Quant au prix du jury, il a été attribué au film *La felouque errante* du réalisateur Mourad Hamla, également de la wilaya de Tizi-Ouzou. Cette sixième

édition a vu la participation de 18 courts métrages, sélectionnés parmi 57 œuvres issues de plusieurs wilayas du pays par un comité de sélection composée des artistes et enseignants Lounis Yaou, Salim Aliouche et Mohamed Stiti, tandis qu'un jury composé des artistes Kamel Rouini, Anter Hellal, Aziz Choullah et Hakim Dekkar a évalué les œuvres en compétition, selon le directeur de wilaya de la Culture et des Arts, Farid Zaïter. Le programme de ces journées comprenait également l'organisation d'ateliers de formation spécialisés dans le domaine cinématographique, portant, notamment sur «l'écriture de scénario», «l'intelligence artificielle dans le cinéma», ainsi qu'un atelier consacré à «l'animation». Cette édition a porté le nom du réalisateur Ali Aïssaoui, en hommage à son parcours artistique et créatif dans le domaine du cinéma.

M. E. H.

Batna Clôture des 1^{res} Journées nationales du cinéma de la révolution et de la mémoire

Le rideau est tombé, samedi après-midi, à la maison de la culture Mohamed Laïd-Al Khalifa sur la première édition des Journées nationales du cinéma de la révolution et de la mémoire en présence d'une forte assistance d'adeptes du 7^e art, de comédiens, de metteurs en scène, de scénaristes et de fans des films révolutionnaires. Il a été insisté à l'occasion sur l'importance de pareilles initiatives de nature à soutenir la production cinématographique dédiée à la glorieuse révolution de

libération et à la mémoire nationale qui a un rôle efficace dans la préservation du legs historique, sa présentation aux générations montantes et son rapprochement du spectateur. La cérémonie de clôture, organisée du 11 au 13 décembre courant sous le slogan : «Des Aurès, le premier coup, le premier plan» a donné lieu à des hommages aux artistes amateurs participant aux deux ateliers sur «la mise en scène cinématographique» et «l'art du comédien» et aux réalisateurs Ali Aïssaoui,

Chaouki Bouzid et l'actrice Malika Belbey. Un concert a été animé à l'occasion par les troupes Nostalgia d'Aïn Beïda (Oum El Bouaghi) et Izlane de Batna qui ont gratifié le public de mélodies du patrimoine et moderne. Organisée par la Maison de la culture en coordination avec la direction de wilaya de la Culture et des Arts, la manifestation a connu un engouement du public pour l'exposition d'affiches de films et de matériel ancien et moderne de tournage ainsi que pour la projec-

tion vendredi et samedi de films à la cinémathèque Aurès du centre-ville de Batna. Ces journées ont été organisées dans le cadre de la commémoration du 65^e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960 avec l'objectif, a indiqué la directrice de la Culture et des Arts, Amira Delliou, de «créer un espace aux professionnels du 7^e art et d'encourager les jeunes cinéastes de sorte à servir le cinéma algérien, notamment celui dédié à la révolution de libération nationale».

Google publie une mise à jour urgente de Chrome pour corriger une faille de sécurité critique

Google vient de déployer une mise à jour essentielle pour son navigateur Chrome, visant à corriger une faille de sécurité zéro-day récemment découverte. Cette vulnérabilité critique exposait les utilisateurs à d'éventuelles attaques informatiques ciblées. En l'espace d'une semaine à peine, les utilisateurs de Chrome font face à une nouvelle alerte de sécurité. Après une précédente mise à jour jugée critique il y a seulement huit jours, Google recommande vivement, à nouveau, de mettre le navigateur à jour sans attendre. Cette réaction rapide intervient après la découverte d'une vulnérabilité considérée comme « haute gravité » et déjà exploitée par des acteurs malveillants. Pour l'heure, cette nouvelle menace ne porte pas encore de numéro officiel (CVE). Désignée temporairement sous le code 466192044, la brèche reste entourée d'un certain mystère : aucune précision n'a filtré sur ses auteurs ni sur l'ampleur réelle des attaques. La stratégie de discrétion adoptée par Google vise à éviter que des cybercriminels profitent du correctif pour mieux comprendre et exploiter la faille avant que la majorité des utilisateurs n'aient

eu le temps de se protéger. Selon des informations relayées par The Hacker News, tout porte à croire que la vulnérabilité trouve sa source dans la bibliothèque open source ANGLE, au cœur du moteur graphique de Chrome. Cet élément gère notamment l'affichage interactif en 2D et 3D via WebGL ou OpenGL. Le scénario le plus craint serait un débordement de mémoire (« buffer overflow »), pouvant provoquer corruption, plantage du navigateur ou exécution de code arbitraire – un risque maximal dans l'univers de la cybersécurité. La meilleure parade reste simple : appliquer immédiatement la mise à jour proposée. Un redémarrage du navigateur suffit généralement, mais il est possible d'agir manuellement (trois points en haut à droite > Paramètres > À propos de Chrome). Si une version récente est disponible, elle s'installera automatiquement après relance. Cette vigilance ne concerne pas uniquement les adeptes de Chrome. Les navigateurs reposant sur le même socle technologique – citons : Brave, Edge et Opera sont également susceptibles d'être exposés. Par précaution, surveillez les annonces de mises à jour pour chacun d'entre eux. Enfin, un scan



antivirus demeure judicieux afin d'éliminer toute menace résiduelle. L'enchaînement rapide de correctifs témoigne d'un contexte où la course entre éditeurs et cybercriminels s'intensifie. Si la prudence peut sembler fas-

tidieuse, garder son environnement numérique sain passe aujourd'hui par ces gestes simples, mais essentiels – en somme, une habitude qui n'a rien d'anodin pour rester maître de sa sécurité en ligne.

Vous avez cru aux fausses vidéos d'animaux sautant sur des trampolines ? C'est plus grave que vous ne le pensez



Derrière leurs airs inoffensifs, les clips d'animaux générés par l'IA transforment en profondeur notre vision de la vie sauvage. En rendant le rare banal et le dangereux mignon, elles faussent l'imaginaire collectif et menacent les efforts de protection. Ces

derniers mois, une vague de clips d'animaux sauvages générés par l'intelligence artificielle a envahi les réseaux sociaux. En mélangeant des animaux réels et des situations comiques ou cocasses, ils font le buzz en trompant parfois la vigilance de spectateurs pourtant aguerris. Des léopards dans des jardins de particuliers, des rats laveurs chevauchant des crocodiles ou sautant sur des trampolines : les scientifiques alertent sur les effets de ces fausses vidéos, loin d'être anodines. À première vue, on pourrait cependant penser que ces vidéos d'animaux générées par l'IA sont inoffensives et amusantes. Or, ces deepfakes influenceraient la perception qu'a le public des animaux sauvages et de leur environnement. Pour les spécialistes, ce flou entre réel et virtuel pourrait mettre en danger les efforts de conservation et de protection des espèces. Dans une étude publiée dans la revue Conservation Biology, les chercheurs de l'Université de Córdoba en Espagne ont étudié la manière dont les images et vidéos d'animaux générées par IA et circulant sur les réseaux sociaux peuvent fausser la compréhension du public sur les animaux et leurs habitats. L'équipe a exploré comment le contenu synthétique réaliste influence la perception des com-

portements des espèces, de la réalité écologique, surtout lorsque ces clips se propagent à grande échelle sur les réseaux sociaux.

Une éducation indispensable

Une fausse vidéo montrant un léopard entrant dans un jardin et chassé par un chat domestique a obtenu plus d'un million de likes et plus de 15.000 partages. Ces deepfakes « reflètent des caractéristiques, des comportements, des habitats ou des relations entre espèces qui ne sont pas réels », explique l'auteur principal José Guerrero-Casado. « Elles nous montrent des animaux avec des comportements humains qui sont loin de la réalité. » Lorsque des vidéos prêtent à des animaux rares et sauvages des attitudes de compagnons inoffensifs, un changement collectif de perception s'opère. Ces espèces peuvent alors nous apparaître comme inoffensives et hors de tout danger d'extinction. Plus ces contenus circulent, plus il est facile pour les spectateurs de mal juger la santé de ces populations, de mal comprendre les risques ou de négliger l'urgence de protéger les écosystèmes qui maintiennent ces espèces en vie.

«La formule du bonheur» : c'est quoi la règle du 8-8-8 qui permet de concilier travail et vie personnelle ?

On vous détaille cette méthode inventée par un célèbre entrepreneur britannique. Parvenez-vous à gérer correctement vos vies professionnelles et personnelles ? Cette capacité à accorder les deux est rarement chose aisée et peut parfois générer sur une détérioration de la santé physique et mentale si l'on n'y fait pas suffisamment attention. Il existe justement une méthode qui n'est ni miracle ni infaillible, mais peut fournir un repère intéressant. La règle 8-8-8 peut en effet aider à répartir ses activités tout au long de la journée. Son principe est simple et il a été édicté par l'entrepreneur gallois Robert Owen il y a plus de deux siècles. Ce dernier, père du mouvement coopératif et industriel, estimait nécessaire de réduire le temps de travail des ouvriers. Il prônait donc : 8 heures de travail, 8 heures de loisir et 8 heures de repos quotidiens.

Ne pas négliger les loisirs et le sommeil

Notons d'ailleurs que, cette idée est littéralement appliquée avec le concept des trois 8. Nous sommes même passés aux 35 heures de travail hebdomadaires, ce qui signifie 7 heures de travail quotidien sur cinq jours en moyenne. Mais le télétravail et les modèles de travail hybrides brouillent un peu les cartes et chaque employé doit apprendre à gérer son temps. Pour tenter d'appliquer cette règle, sans dogmatisme, il est important d'essayer de s'accorder du temps de repos, ou temps pour socialiser et rencontrer du monde. Cela permet aussi de se déconnecter, ce qui n'est pas forcément évident, mais peut faire beaucoup de bien. Ici, à chacun sa méthode, certains préfèrent de longues sessions de sport, d'autres choisissent la lecture, l'expression artistique, ou encore l'engagement associatif. Enfin, et c'est tout sauf un détail, il faut tenter dans la mesure du possible de s'accorder un temps de sommeil suffisant. Il convient pour chaque adulte de dormir entre 7 et 9 heures et sachez que ce délai n'est pas censé diminuer au fil du temps comme on l'entend parfois. Pour y parvenir, vous pouvez notamment réduire votre consommation de caféine et essayer de diminuer le temps d'écran avant de dormir.



GenTabs : la nouvelle expérience de recherche en ligne par l'IA, dévoilée par Google



Google vient de présenter GenTabs, une innovation qui exploite l'intelligence artificielle pour transformer la recherche en ligne. Cette nouvelle fonctionnalité promet d'enrichir l'expérience utilisateur en facilitant l'accès rapide à des informations pertinentes. Les équipes de Google frappent une fois de plus à la porte de l'innovation en dévoilant GenTabs, une fonctionnalité encore expérimentale, qui promet de transformer l'usage du navigateur. Tirant parti du modèle d'intelligence artificielle Gemini 3, récemment développé par le géant californien, ce nouvel outil voit le jour au sein des laboratoires Google Labs. L'idée ? Simplifier au maximum l'accès à des applications web personnalisées, sans exiger la moindre ligne de code. À l'heure où les assistants IA fleurissent – on pense aux outils génératifs de ChatGPT, Claude, ou même à l'application Gemini elle-même –, GenTabs cherche sa voie en misant sur une intégration native à la navigation web. L'utilisateur n'a qu'à exposer son besoin : un gestionnaire de menus pour la semaine, un outil d'organisation pour des vacances au Japon, ou encore une ressource interactive dédiée à l'apprentissage du système solaire. Tout cela se fait par simple description ; il suffit d'ajuster ensuite le résultat par des requêtes complémentaires. Contrairement aux solutions concurrentes, le secret de GenTabs réside dans sa connexion directe à Internet. Lorsqu'un utilisateur formule une deman-

de, l'outil explore le web et ouvre instantanément les pages jugées pertinentes sous forme d'onglets – une approche qui conjugue contextualisation et exhaustivité. Ce processus s'appuie sur les onglets ouverts et l'historique des conversations afin de mieux cerner les tâches complexes et proposer un outil adapté. Plus intéressant encore : toutes les sources consultées sont affichées pour garantir transparence et fiabilité. Voici quelques exemples concrets relevés lors des premiers essais : Planification automatique des repas ; Aide à la préparation d'un voyage international ; Soutien pédagogique sur des notions scientifiques

Bémols et perspectives d'évolution

Bien entendu, comme tout dispositif expérimental généré par IA, tout ne fonctionne pas toujours au millimètre près. Il arrive que certains outils interactifs soient incomplets ou ne répondent pas tout à fait aux attentes. Malgré ces limites inhérentes à l'innovation rapide autour de l'IA générative, les retours initiaux restent positifs. Pour découvrir GenTabs par vous-même, il faudra rejoindre une liste d'attente : l'accès sera réservé dans un premier temps aux utilisateurs macOS via le projet « Disco ». Une ouverture qui augure déjà un tournant vers un usage beaucoup plus intuitif du navigateur grâce à l'intelligence artificielle.

Palestine

Manifestation en Suède contre les violations sionistes de l'accord de cessez-le-feu à Ghaza

Des centaines de personnes ont manifesté, samedi soir à Stockholm (Suède), pour dénoncer les agressions de l'occupation sioniste contre le peuple palestinien, et ses violations répétées de l'accord de cessez-le-feu en vigueur dans la bande de Ghaza depuis plus de deux mois.

Les manifestants se sont rassemblés sur la place Odenplan, dans la capitale suédoise, à l'appel de nombreuses organisations de la société civile, pour protester contre la poursuite des frappes aériennes sionistes sur Ghaza. Les participants ont condamné la violation par l'entité sioniste de l'accord de cessez-le-feu, entré en vigueur dans la bande de Ghaza le 10 octobre dernier. Les manifestants ont brandi des pancartes portant des slogans tels que : «Les enfants sont tués à Ghaza», «Les écoles et les hôpitaux sont bombardés» et «Stoppez le génocide à Ghaza». Ils ont également appelé à la fin du génocide et des attaques aériennes sionistes continues contre Ghaza, ainsi qu'à l'arrêt des ventes d'armes à l'entité sioniste.

Un adolescent tombe en martyr sous les balles de l'armée sioniste près de Jénine

Un adolescent palestinien est tombé en martyr, samedi soir, sous les balles des forces de l'occupation sioniste à Silat al-Harithiya, à l'ouest de Jénine, en Cisjordanie occupée, a rapporté dimanche l'agence de presse palestinienne Wafa. Selon des sources sécuritaires citées par Wafa, les forces sionistes ont tué Muhammad Iyad Muhammad Abahra, âgé de 16 ans, à Silat al-Harithiya, avant de s'emparer de son corps. Plus tôt dans la soirée, les forces sionistes avaient mené un raid à Silat al-Harithiya, prenant

d'assaut plusieurs maisons en ouvrant le feu et en lançant des bombes sonores sur les habitants. Des tireurs d'élite avaient également pris position sur les toits de plusieurs bâtiments, lors de l'affrontement avec les habitants, d'après la même source. Avec la mort d'Abahra, le nombre de Palestiniens tombés en martyrs dans le gouvernorat de Jénine depuis le début de l'offensive sioniste contre la ville et son camp de réfugiés, le 21 janvier, s'élève à 60, selon Wafa.

La directrice de l'ONG «Save the Children» appelle à l'acheminement urgent de l'aide humanitaire à Ghaza

La directrice humanitaire de l'ONG «Save the Children», a appelé dimanche à l'acheminement urgent de l'aide humanitaire et de secours à la bande de Ghaza afin d'atténuer les souffrances des enfants victimes de la récente tempête qui a frappé l'enclave palestinienne, ravagée par une agression génocidaire sioniste. Mme Cummings a déclaré, à la chaîne britannique BBC, que «des milliers d'enfants ont un besoin urgent d'aide humanitaire» et que «de nombreux produits de première nécessité sont bloqués en attente de l'ouverture des points de passage pour permettre l'acheminement de cette aide». Elle a souligné que des milliers de personnes sont exposées à des risques de maladie en raison des conditions climatiques extrêmes et que la population de la bande



de Ghaza souffre d'une grave crise humanitaire et sanitaire, soulignant que «des efforts conjoints sont indispensables pour soulager leurs souffrances». Samedi, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) avait mis en garde contre le risque croissant d'épidémies parmi les enfants de Ghaza, appelant à une augmentation de l'aide humanitaire,

notamment en vêtements et en tentes, compte tenu des conditions météorologiques difficiles.

L'agence onusienne a plaidé pour que soit autorisé «le transfert sûr, rapide et sans entrave de l'aide humanitaire, notamment des importantes quantités de provisions hivernales stockées aux frontières de la bande de Ghaza».

Soudan

Guterres condamne les attaques contre les Casques bleus qui ont fait 6 morts

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a condamné les attaques de drones qui ont ciblé samedi la base logistique des Casques bleus des Nations unies à Kadougli, au Soudan, faisant six morts et huit blessés, tous membres du contingent bangladais de maintien de la paix servant au sein de la Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abyei (FISNUA). «Les attaques visant les Casques bleus des Nations unies peuvent constituer des crimes de guerre au regard du droit international et je rappelle à toutes les parties au conflit leur obligation de protéger le personnel des Nations unies et les civils», a affirmé Guterres dans une déclaration à la presse. Il a soutenu que ces attaques dans le Kordofan du Sud contre les Casques bleus «sont injustifiables». «Les responsables devront rendre des comptes», a-t-il ajouté. Le SG de l'ONU a réitéré son appel aux parties belligérantes à s'en-

tendre sur un cessez-le-feu immédiat et à reprendre les négociations en vue d'un cessez-le-feu durable et d'un processus politique global, inclusif et mené par les Soudanais. Le chef des opérations de paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, a également vivement réagi dans un message sur les réseaux sociaux. Il s'est dit «choqué par cette horrible attaque» contre des Casques bleus de la FISNUA, affirmant que «les Casques bleus ne sont pas une cible» et que «cette attaque pourrait constituer un crime de guerre». Kadougli est la capitale de l'Etat du Kordofan du Sud, une région où de violents affrontements opposent les Forces armées soudanaises aux paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR). Le conflit opposant, depuis deux ans et demi, l'armée soudanaise et les FSR, a causé le déplacement de millions de personnes à travers le Soudan.

Conflit

Affrontements entre le Cambodge et la Thaïlande : 26 morts en une semaine

Le conflit entre la Thaïlande et le Cambodge a fait au moins 26 morts depuis son début le 7 décembre, rapportent dimanche des médias, citant les autorités des deux pays voisins. Un premier civil thaïlandais a été tué dimanche par des éclats de roquettes tirées par les forces cambodgiennes, selon les autorités thaïlandaises. Au moins 14 militaires thaïlandais et 11 civils cambodgiens ont en outre péri depuis le début du conflit, qui a également fait quelque 800 000 déplacés de part et d'autre de la frontière, selon des bilans officiels thaïlandais et cambodgiens. Les deux pays s'accusent mutuellement d'avoir déclenché les hostilités et de s'en prendre aux

civils. Selon le porte-parole du ministère thaïlandais de la Défense, Surasant Kongsiri, le Cambodge a bombardé plusieurs provinces frontalières samedi soir et dimanche. Les autorités cambodgiennes ont pour leur part, fait état de tirs d'artillerie vers leur territoire et de bombardements par des avions thaïlandais dimanche. Samedi, le Cambodge a fermé tous ses postes-frontière avec la Thaïlande, et des travailleurs migrants se sont retrouvés bloqués d'un côté ou de l'autre. De son côté, l'armée thaïlandaise a imposé un couvre-feu dans certaines parties des provinces de Sa Kaeo et Trat. La Thaïlande et le Cambodge se disputent la

souveraineté de territoires où se trouvent des temples de l'Empire khmer le long de leur frontière longue d'environ 800 km, tracée au début du XX^e siècle durant la période coloniale. En juillet, un premier épisode de violences avait fait 43 morts en cinq jours et poussé quelque 300 000 personnes à évacuer, avant un cessez-le-feu sous l'égide des Etats-Unis, de la Chine et de la Malaisie. Les deux pays avaient conclu le 26 octobre un accord de cessez-le-feu sous l'égide des Etats-Unis. Mais Bangkok l'a suspendu quelques semaines plus tard après l'explosion d'une mine ayant blessé plusieurs de ses soldats.

USA

Trois soldats américains tués en Syrie dans une embuscade revendiquée par l'Etat islamique, Donald Trump promet de riposter



Alors que Washington et Damas resserrent leurs liens face à la menace djihadiste, l'attaque à Palmyre met en lumière les risques persistant pour les délégations internationales en Syrie. Deux soldats et un civil américains, interprète, ont été tués en Syrie, samedi 13 décembre, à la suite d'une «embuscade par un tireur isolé» de l'organisation Etat islamique (EI), a annoncé dans un communiqué le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient, le Centcom. Trois autres soldats américains ont été blessés dans cette attaque, a déclaré le Centcom, précisant que le tireur avait été tué. L'agence officielle syrienne SANA avait annoncé que plusieurs soldats américains et syriens, membres d'une délégation commune, avaient été visés par des tirs dans la région désertique de Palmyre. C'est la première fois qu'un tel événement est rapporté depuis la prise du pouvoir en Syrie, il y a un an, par une coalition islamiste qui a effectué un rapprochement avec les Etats-Unis.

Ahsene Saaid

Est de la RDC

Les rebelles du M23 menacent la ville de Baraka

Les rebelles du groupe Mouvement du 23 mars 23), ayant pris le contrôle de la ville stratégique d'Uvira dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), poursuivent leurs opérations en direction de la ville de Baraka, ont rapporté dimanche des médias. La grande ville de Baraka, située sur les rives du lac Tanganyika, est menacée, selon les mêmes sources. Baraka se trouve à 60 km d'Uvira. La population de la ville, qui fait partie de la province du Sud-Kivu, atteint 250 000 habitants. Les mêmes sources ont rapporté que l'organisation humanitaire internationale Médecins Sans Frontières (MSF) évacue tout son personnel de Baraka. La radio congolaise Okapi a précisé qu'il n'y a pas de danger immédiat de capture de Baraka par les rebelles. Cependant, une atmosphère de tension règne dans la ville, en partie due à l'arrivée massive de réfugiés en provenance d'Uvira. Mercredi, le M23 a pris le contrôle de la ville stratégique d'Uvira, située à la frontière avec le Burundi. Selon des médias, environ 30 000 personnes ont fui cette ville vers le Burundi voisin au cours des sept derniers jours. Uvira est devenue le centre administratif du Sud-Kivu après que les rebelles ont pris, en février, la capitale provinciale, Bukavu. La ville, qui compte environ 760 000 habitants, abritait les organes provinciaux du pouvoir. Plus de 400 civils ont été tués dans une nouvelle attaque menée par le M23, dans l'est de la RDCongo, ont indiqué les autorités de la province du Sud-Kivu dans un communiqué.

Conflit russo-ukrainien

Volodymyr Zelensky à Berlin pour tenter de convaincre Washington et l'Europe de refuser des concessions territoriales à la Russie

Au moment où se déroule en Allemagne des pourparlers autour de la guerre en Ukraine, des frappes russes ont visé, hier, la ville de Zaporijia, dans le sud de l'Ukraine, faisant 11 blessés, ont annoncé les autorités ukrainiennes. Selon le service des situations d'urgence et l'administration militaire de l'oblast de Zaporijia, les attaques ont eu lieu vers 11 heures. Elles ont endommagé la façade d'un magasin d'une chaîne de distribution, tandis que dans un autre secteur des véhicules ont pris feu et des immeubles d'habitation ont été touchés. Le président ukrainien est arrivé à Berlin pour des pourparlers dimanche et lundi avec des responsables américains et européens en vue de trouver une issue diplomatique à la guerre, et convaincre Washington de renoncer à son souhait de voir l'Ukraine faire des concessions territoriales majeures à la Russie. Américains et Allemands n'ont rien dit de l'agenda, mais selon le tabloïd allemand *Bild*, Volodymyr Zelensky doit être reçu dimanche par le chancelier Friedrich Merz. Les émissaires américains, Steve Witkoff, et le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, sont également présents dans la capitale allemande d'après le journal, qui a publié des photos des deux responsables arrivant à l'hôtel Adlon, voisin de l'ambassade des Etats-Unis et de la porte de Brandebourg. M. Zelensky doit s'entretenir lundi à Berlin avec le chancelier Merz, son principal bailleur en Europe, et se rendre à un forum économique germano-ukrainien. Puis ils seront rejoints par d'autres dirigeants européens.

CAN-2025 - Algérie

Petkovic : «Franchir le premier tour et aller le plus loin possible est notre objectif»

Le sélectionneur de l'équipe nationale algérienne de football, Vladimir Petkovic, a affirmé, samedi à Alger, que l'objectif des «Verts» lors de la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2025 (21 décembre - 18 janvier) est de franchir avec succès le premier tour, avant d'ambitionner d'aller le plus loin possible dans la compétition continentale.

«Je cherche la victoire match par match et une progression graduelle. Le premier objectif est de dépasser le premier tour, mais j'aspire à aller le plus loin possible à la CAN. Notre sélection fait partie des candidats et nous le prouverons sur le terrain, car nous voulons rester jusqu'à la fin de la compétition», a déclaré Petkovic lors d'une conférence de presse tenue à la salle Mohamed-Salah du stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger). A cette occasion, le sélectionneur national a annoncé une liste de 28 joueurs, dont deux évoluant dans le championnat national, en prévision de la participation à la CAN-2025. Il s'agit du gardien Oussama Benbot (USMA) et du défenseur Zinedine Belaïd (JSK). Evoquant ses choix, Petkovic a expliqué que la participation du latéral droit Youcef Atal et du défenseur central Mohamed Amine Tougaï à la Coupe arabe (FIFA Qatar-2025) leur a permis d'enregistrer davantage de temps de jeu avant la CAN. «Je suis satisfait de leur rendement au sein de la sélection A', au regard de l'apport qu'ils ont fourni», a-t-il souligné. Concernant les attaquants Adel Boulbina et Redouane Berkane, convoqués pour la première fois en équipe première, il a précisé que ce sont deux jeunes joueurs en constante progression : Boulbina se distingue par sa capacité à percer les défenses et à marquer, tandis que Berkane sait bien conserver le ballon». En réponse à la non-convocation du défenseur Achraf Abada, révélation de la sélection A' lors de la Coupe arabe Fifa 2025, Petkovic a indiqué avoir retenu «les joueurs figurant dans la liste élargie de 55 éléments», ajoutant qu'Abada «fait partie des joueurs à suivre de près et pourrait très bien être convoqué à l'avenir». Le sélectionneur national s'est également exprimé sur l'absence du milieu de terrain du LOSC Lille, Nabil Bentaleb, estimant qu'il s'agissait d'un choix technique», en raison d'une forte concurrence au milieu, notamment avec la présence de joueurs tels que Farès Chaïbi et Houssama Aouar. A propos des gardiens de but, Petkovic a indiqué que «les options restent ouvertes», précisant que «les trois gardiens disposent de caractéristiques différentes et chacun peut prétendre à une place de titulaire». Il a, par ailleurs, affirmé que ses choix tactiques permettront aux joueurs d'évoluer à différents postes en fonction des exigences de chaque rencontre. Les joueurs algériens commenceront à rejoindre le Centre technique national de Sidi Moussa à partir de ce lundi, avec un effectif au complet attendu le vendredi 19 décembre. «La majorité des joueurs nous rejoindra dès le 15 décembre, tandis que les autres arriveront progressi-



vement jusqu'au 19, en raison de leurs obligations avec leurs clubs. Nous veillerons à ce que tous soient au même niveau de préparation physique», a-t-il précisé. «Une fois sur place, nous nous concentrerons sur le premier match face au Soudan, une équipe qui joue en bloc et mise sur la vitesse en contre-attaque», a expliqué Petkovic. Avant de conclure son intervention par un message aux fans des Verts : «Il est très difficile de promettre quoi que ce soit au peuple algérien, mais je peux assurer que nous donnerons le maximum pour rendre tout le monde fier de cette équipe». L'Algérie, qui participe pour la 21^e fois de son histoire à une phase finale de CAN, évoluera

dans le groupe E aux côtés du Burkina Faso, de la Guinée Equatoriale et du Soudan. Les «Verts» entameront leur CAN le mercredi 24 décembre face au Soudan (16h00), avant d'affronter le Burkina Faso le dimanche 28 décembre (18h30), puis la Guinée Equatoriale le mercredi 31 décembre (17h00). Les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les quatre meilleurs troisièmes, se qualifieront pour les huitièmes de finale. Pour rappel, la sélection algérienne avait été éliminée dès le premier tour lors de sa dernière participation à la CAN-2024 en Côte d'Ivoire.

R. S.

Mondial-2026

Le premier adversaire de l'Algérie menacé d'exclusion !

À quelques mois de la Coupe du Monde 2026, une information venue d'Argentine fait grand bruit et pourrait avoir des répercussions directes sur le parcours de l'équipe nationale algérienne. Premier adversaire de l'Algérie dans le groupe J, l'Argentine, championne du monde en titre, se retrouve au cœur d'une tourmente judiciaire qui menace sa participation même au prochain Mondial. Sur le plan sportif, l'Albiceleste avance sereinement, portée par un effectif riche et expérimenté, avec l'objectif clair de défendre sa couronne acquise au Qatar. Le tirage au sort l'a placée dans une poule comprenant l'Algérie, l'Autriche et la Jordanie, un groupe jugé abordable sur le papier. Mais en coulisses, la situation est bien plus préoccupante. Selon plusieurs

médias argentins, dont *La Nación*, la Fédération argentine de football (AFA) est visée par une vaste enquête judiciaire pour des soupçons de corruption et de blanchiment d'argent. Une trentaine de perquisitions auraient déjà été menées, touchant des clubs professionnels ainsi que le siège même de l'AFA. Plusieurs hauts dirigeants sont cités dans le dossier, dont le président Claudio «Chiqui» Tapia, son proche collaborateur Pablo Tovigginio et le trésorier adjoint Luciano Nakis. Cette affaire place la FIFA en position de vigilance. L'instance internationale est particulièrement stricte concernant toute ingérence politique ou judiciaire dans les affaires des fédérations nationales. Si l'autonomie de l'AFA venait à être remise en cause, des sanctions lourdes pour-

raient être envisagées, allant jusqu'à une exclusion de la Coupe du Monde 2026, un scénario encore extrême, mais désormais évoqué ouvertement. Un autre élément clé du dossier concerne la société financière Sur Finanzas, sponsor de clubs argentins et de la sélection en 2024, dont la comptabilité est actuellement examinée. En attendant les conclusions de la justice et la position officielle de la FIFA, une incertitude inhabituelle plane autour de l'Argentine. Pour l'Algérie, ce contexte crée une situation particulière avant son entrée en lice face à un adversaire prestigieux, mais fragilisé en dehors du terrain. Le sort judiciaire de l'Albiceleste pourrait bien bouleverser l'équilibre du groupe J et redessiner les contours de ce Mondial très attendu.

CAN-2026 de handball

Le sélectionneur national dévoile une liste élargie de 33 joueurs

Le sélectionneur national, Salah Boučekriou, a dévoilé une liste élargie de 33 joueurs en prévision du Championnat d'Afrique des Nations (CAN-2026), prévu au Rwanda (21-31 janvier 2026), a indiqué la Fédération algérienne de handball (FAHB). «Cette liste préliminaire allie expérience, jeunesse et dynamisme, avec un objectif clair : constituer une équipe compétitive capable de rivaliser avec les meilleures équipes africaines, de défendre les couleurs de l'Algérie et de faire mieux que la deuxième place obtenue lors des Championnats d'Afrique 2023 en Egypte», précise le communiqué de la FAHB. Cette pré-liste est marquée par la présence de 17

joueurs évoluant en Algérie et 16 à l'étranger, représentant 24 clubs de neuf championnats différents. La composante définitive des joueurs devant prendre part à la Coupe d'Afrique des Nations sera annoncée après le dernier stage de préparation, aux alentours du 16 janvier 2026. Versée dans le groupe A de la 27^e édition de la CAN (21-31 janvier 2026), l'Algérie affrontera le pays hôte, le Rwanda, ainsi que le Nigeria et la Zambie. La compétition offrira également des tickets qualificatifs pour le Mondial-2027 en Allemagne, une échéance que les Verts ambitionnent de retrouver après avoir disputé la finale de la CAN-2024 au Caire, perdue face à l'Egypte.

VfL Wolfsburg

6^e but d'Amoura cette saison

Mohammed Amoura confirme sa grande forme en Bundesliga. L'international algérien a été l'un des principaux artisans de la victoire du VfL Wolfsburg contre le Borussia Mönchengladbach (3-1), lors de la 14^e journée du championnat allemand, ce samedi. L'attaquant des Verts a inscrit le deuxième but des siens à la 30^e minute, mettant en évidence sa présence offensive et sa capacité à se montrer décisif dans les moments clés du match. Très impliqué tout au long du match, il a quitté le terrain à la 83^e minute après avoir fourni un effort constant. Avec cette nouvelle réalisation, Mohammed Amoura porte son total à six buts en Bundesliga cette saison, auxquels s'ajoutent deux passes décisives en 14 rencontres disputées sous les couleurs de Wolfsburg. Des chiffres qui illustrent sa progression continue et sa rapide adaptation aux exigences du championnat allemand.

Young Boys de Berne

Jaouen Hadjam, priorité de Besiktas

Le latéral gauche international algérien des Young Boys de Berne, Jaouen Hadjam, pourrait prochainement tourner une nouvelle page de sa carrière. Auteur de prestations solides avec le club suisse, le joueur de 22 ans attire de plus en plus l'attention sur la scène européenne. Selon plusieurs médias turcs, Beşiktaş Istanbul a fait de Hadjam l'une de ses priorités en vue du prochain mercato hivernal. Le club stambouliote aurait d'ailleurs obtenu l'aval de son entraîneur, Sergen Yalçın, particulièrement séduit par le profil du défenseur algérien. Impressionné par sa régularité, son volume de jeu et sa capacité à se projeter vers l'avant, le technicien turc aurait transmis un rapport technique très favorable, plaidant pour son recrutement afin de renforcer le flanc gauche de l'équipe. Toujours d'après les mêmes sources, le directeur sportif de Beşiktaş, Serkan Reçber, s'est récemment rendu en Suisse. Il a assisté à la rencontre de Ligue Europa opposant les Young Boys à Lille, avant de s'entretenir avec les dirigeants bernois au terme de la partie. Une réunion qui aurait permis d'aborder les premiers contours d'un éventuel transfert. Sous contrat avec les Young Boys, Jaouen Hadjam voit ainsi sa cote grimper, et un départ vers la Süper Lig turque pourrait constituer une étape importante dans sa progression.



EN
Petkovic : «Cela n'a pas été facile de trancher»

Place aux choses sérieuses dès ce lundi avec l'arrivée à Sidi Moussa, d'un grand nombre de joueurs de l'équipe nationale pour le rassemblement avant la CAN qui précède le départ vers le Maroc.

Quant au reste du groupe, il arrivera au fur et à mesure jusqu'à ce qu'il se complètera le 19 décembre, date à laquelle tous les clubs sont priés de libérer leurs joueurs sélectionnés pour la CAN. La liste étant arrêtée, il ne sert plus à rien de s'attarder sur le choix du coach, même si certains trouvent toujours à redire. Il y a eu ballottage entre certains joueurs, Petkovic a tranché estimant avoir appelé les meilleurs éléments pour défendre les couleurs nationales à la prochaine CAN (21 décembre – 18 janvier). Il a défendu ses choix lors de la conférence de presse animée samedi à la salle des conférences Mohamed-Sellah du stade de Baraki. «Cela n'a pas été facile de trancher. Nous avons observé 45 joueurs au cours des derniers mois. Depuis le début, mon objectif était de bâtir un groupe cohérent», explique-t-il. Si un joueur a été préféré à un autre, c'est purement des considérations tactiques ou technico-tactiques. Des explications qui peuvent ne pas convaincre tout le monde, notamment sur l'absence des

Bentaleb, Abdelli ou Bouanani, mais il faut savoir que le coach a souvent un point de vue différent, car il est plus proche des joueurs que n'importe quel observateur ou le supporter lambda. A présent, il faut surtout se focaliser sur la compétition qui arrive dans quelques jours. Dans ce registre, le premier match contre le Soudan s'avère déterminant, voire crucial pour la suite. On se souvient que les Verts ont complètement raté leur début lors des deux éditions précédentes. Résultat des courses, ils n'ont pas pu franchir le premier tour. D'ailleurs, le coach ne se trompe pas d'insister sur le premier match programmé le 24 décembre. «Si on parle du Soudan, c'est une équipe très compacte capable de faire beaucoup de sacrifices. Elle joue sur sa vitesse en contre-attaque. On peut s'imaginer que leur motivation sera plus grande après la Coupe arabe. On est favoris, mais on doit le montrer sur le terrain», souligne-t-il. Il faut rappeler que ni l'équipe nationale des locaux, ni les A' n'ont pu battre le Soudan, un adversaire coriace qui ne réussit pas souvent aux Algériens. Gageons que cette fois avec les A', ce sera la bonne. D'autant que c'est primordial de bien entamer la compétition. En ce qui concerne l'objectif des Verts à la CAN, il est peut-être un peu tôt pour en parler. Cela dit, l'équipe algérienne figure parmi les cinq ou six sélections qui peuvent jouer les premiers rôles et aller le plus loin possible dans cette épreuve. L'essentiel est de tout donner et de négocier les matchs étape par étape. «Il est difficile de faire des promesses, mais nous donnerons tout pour rendre le peuple algérien heureux et fier. Tous, staff et joueurs, sommes honorés de porter le maillot national. C'est notre point de départ dans cette CAN», dira le coach à ce propos.

Ali Nezlioui

Regroupement de 4 jours à Sidi Moussa
Les Verts entament aujourd'hui leur stage pré-CAN

Les Verts entament, aujourd'hui à Sidi Moussa, leur stage pré-CAN 2025, dont la phase finale est prévue du 21 décembre au 18 janvier 2026 au Maroc. Une étape majeure pour apporter les dernières touches tactiques, physiques et psychologiques, avant l'entrée en lice dans une compétition où l'Algérie, double championne d'Afrique (1990 et 2019), compte jouer les premiers rôles. C'est un regroupement de 4 jours durant lequel l'encadrement technique national se contentera de quelques séances d'entraînement sans disputer de match amical, histoire d'éviter les blessures. Prévu au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, ce rassemblement intervient après la conférence de presse du sélectionneur national à l'issue de laquelle il a dévoilé la liste des joueurs devant participer au tournoi de Rabat. Il s'agit d'un groupe composé d'éléments d'expérience et de jeunes censés apporter du dynamisme. On relève, en effet, la présence de véritables cadors tels que les Riyad Mahrez (Al-Ahli SC), Ismaël Bennacer (Dinamo Zagreb), Ramy Bensebaïni (Borussia Dortmund) ou encore Aïssa Mandi (Lille OSC). Dans les buts, le staff technique compte faire de Luca Zidane (FC Grenade) le portier numéro un de l'équipe, surtout après la blessure d'Alexis Guendouz (MC Alger). Ce dernier a été remplacé par Anthony Mandrea (SM Caen), pressenti pour être le numéro 2, malgré sa longue absence. La liste dressée par Petkovic contient également quelques surprises. Il s'agit, notamment de la première convocation d'Adil Boulbina (Al-Duhail/Qatar) et de Redouane Berkane (Al-Wakrah/Qatar), deux joueurs ayant réussi à convaincre le technicien bosnien, à la faveur de leurs performances individuelles en Coupe arabe à Doha. Leur intégration témoigne de la volonté du sélectionneur de renouveler progressivement l'effectif, en intégrant de jeunes joueurs, tout en maintenant un équilibre avec les

cadres du groupe. Durant sa conférence de presse, Petkovic a insisté sur la difficulté de procéder à la sélection des joueurs pour une compétition de l'envergure de la CAN. Il a mis l'accent, à ce titre, sur le rôle prépondérant des leaders de l'équipe pour faciliter l'intégration des «nouvelles recrues» qui auront, dans ce cas de figure, un grand rôle à jouer. Il a expliqué aussi certaines décisions tactiques, notamment l'intégration des défenseurs Youcef Atal et Mohamed Tougaï qui ont gagné un précieux temps de jeu lors de la Coupe arabe.

1^{er} match le 24 décembre face au Soudan

Sur le plan des objectifs, Petkovic a refusé de pavoiser, mettant en relief la difficulté de la mission, non sans souligner la grande détermination de ses poulains à faire honneur aux couleurs nationales. Même s'il est signataire d'un contrat d'objectif qui note clairement la nécessité de passer le cap de la phase de poules, l'ancien entraîneur de la Lazio Rome pense que les joueurs sont animés d'une réelle volonté d'atteindre des tours avancés. L'équipe d'Algérie de trouve dans le groupe E, aux côtés du Burkina Faso, de la Guinée équatoriale et du Soudan, un tirage à priori clément, mais il est impératif de faire preuve de vigilance, histoire de parer à toute mauvaise surprise. Le premier match des Verts est programmé le 24 décembre 2025 face au Soudan, une confrontation où l'équipe cherchera à remporter les trois points, afin de poursuivre la suite du parcours sereinement. Lors de la deuxième sortie, les coéquipiers de Samir Chergui donneront la réplique aux Etalons du Burkina-Faso, quatre jours plus tard. 72 heures après, les Algériens affronteront la Guinée-équatoriale. Pour rappel, les matchs du premier tour de l'EN sont domiciliés à Rabat.



Le camp de base à Rabat Mariott

Sur le plan de la logistique, la Fédération algérienne de football a tout résolu, afin d'assurer un séjour agréable aux Verts en terre marocaine, leur offrant les installations sportives nécessaires, facteur déterminant pour la réalisation de résultats probants. L'équipe nationale devra poser son quartier général dans un luxueux établissement hôtelier cinq étoiles, Rabat Mariott en l'occurrence. Selon le cahier des charges de la CAF, le pays hôte est tenu de fournir

à chacune des 24 nations participantes un camp de base comprenant un hôtel cinq étoiles ainsi qu'un centre d'entraînement de qualité, un gymnase moderne, un centre médical ainsi qu'une zone de récupération. Les adversaires de l'EN ont trouvé, quant à eux, refuge du côté de Casablanca : Burkina-Faso (Le Casablanca Hôtel), Guinée-équatoriale (Casa Mariott) et le Soudan (Mariott Courtyard). Le contingent algérien devra, note-t-on, rejoindre la capitale du pays organisateur, jeudi prochain, à bord d'un vol spécial d'Air Algérie.

A peine avoir accueilli quelques matchs
Dégradation de l'état de la pelouse du stade de Douéra

Malgré les efforts considérables consentis ces dernières années par les pouvoirs publics pour doter le football algérien de stades de hautes factures, force est de constater que ces efforts ne sont pas suivis par un bon entretien des pelouses naturelles des nouveaux joyaux du sport roi du pays. C'est le cas de la pelouse du stade Ali-Amar de Douéra, devenu la nouvelle forteresse du MC Alger. Cette pelouse fait aujourd'hui l'objet de vives inquiétudes. Jadis présentée comme un équipement sportif moderne, elle montre désormais des signes évidents de fatigue, de jaunissement et de dégradation prématurée.

Une situation qui soulève plusieurs questions, notamment sur les méthodes d'entretien mises en œuvre depuis son inauguration. Au cœur des critiques, un point revient avec insistance : On laisse entendre que le personnel chargé de l'entretien de la pelouse userait de l'eau du robinet pour l'arrosage, une pratique qui, selon plusieurs spécialistes de l'entretien des gazons sportifs, peut sérieusement compromettre la qualité d'une pelouse professionnelle. Contrairement à l'eau traitée ou à l'eau recyclée, l'eau potable contient souvent un niveau de chlore, de calcaire et de sels minéraux qui, cumulés, finissent par stresser

le gazon, altérer la structure du sol et réduire sa capacité d'oxygénation. Ce problème n'est pas propre au stade de Douera, mais il illustre de manière flagrante ce qui se produit lorsque des normes d'entretien internationalement reconnues ne sont pas respectées. Une pelouse sportive exige en effet un protocole précis : irrigation contrôlée, eau filtrée ou adaptée, suivi agronomique, fertilisation équilibrée et plan de maintenance régulier. Sans ces mesures, même la meilleure installation finit par se dégrader rapidement. Aujourd'hui, l'état du gazon du stade de Douera rappelle à quel point un simple détail

technique peut avoir des conséquences majeures. Les responsables sont désormais placés devant un impératif : revoir d'urgence la stratégie d'entretien afin d'éviter que la situation ne s'aggrave et pour garantir aux joueurs un terrain digne des standards sportifs. La question demeure : s'agira-t-il d'un simple ajustement technique ou faudra-t-il entreprendre une réhabilitation complète de la pelouse ? Quoi qu'il en soit, l'expérience démontre déjà une chose : arroser une pelouse professionnelle avec de l'eau du robinet n'est jamais anodin, et Douéra en paie aujourd'hui le prix.

